

INTRODUCTION

L'histoire de l'humanité nous montre et nous permet d'affirmer que depuis toujours, la pauvreté avait existé au sein d'une société donnée, même dans les pays que nous considérons d'être plus puissants du monde comme l'Amérique et tout le reste. Elle se manifestait et continue à exister aujourd'hui et lutter pour la contrer demande une façon plus radicale en matière de politique économique, sociale, culturelle qu'en matière comportementale.

Plusieurs discours ont été faits et plusieurs ouvrages ont paru concernant ce sujet. Ce qui nous mène à conclure que ce problème n'est pas récent ou tout simplement une affaire propre des pays en développement mais c'est une affaire du monde tout entier que ce soit développer ou pas. Certes, en Amérique, en 1961 le président Américain Kennedy avait beaucoup parlé des pauvres et qu'en 1964 son successeur le président Johnson dans son discours annonce une guerre contre la pauvreté¹.

Pour le cas de l'Afrique le problème s'avère frustrant voire plus délicat et même plus désastreux. La plupart des pays dans ce continent nagent dans la pauvreté et on voit même certain d'entre eux dans un seuil d'extrême pauvreté. Ruinés par la guerre civile et les divers conflits ethniques, plusieurs pays d'Afrique s'enfoncent de plus en plus dans le fond de ce trou. Ce fléau paralyse toutes activités économiques de ces pays et ne les donne pas l'occasion de s'en sortir à cause de l'endettement continual qu'ils se lancent malgré les efforts qu'ils fournissent.

Trente années après leur accession à la souveraineté internationale, les pays Africains en bute à des multitudes conflits socio-politiques et n'ont pas réellement décollé sur le plan économique et ceci en dépit des efforts déployés par le gouvernement aussi bien pour une meilleure gestion des affaires publiques que pour un meilleur environnement macroéconomique. Le revenu par habitant demeure très faible et que la croissance est très lente. La pauvreté est donc omniprésente et revête une forme multidimensionnelle et les faibles ressources existantes sont absorbées par les services de la dette. En effet, le fardeau de l'endettement extérieur continue à être préoccupant. L'Afrique est riche et cela est vu dans tout le domaine et appuyé par la thèse de Jean François Leven qui dit;

¹ Jean Marie Chevalier: « La Pauvreté aux Etat Unis », Edition PUF, 1971.

«Sans l’Afrique, l’économie européenne ne pourrait fonctionner comme elle l’est aujourd’hui »².

Mais seulement elle est mal partie car trente ans après son indépendance, elle n’a pas assuré son indépendance économique. Par contre, en vingt ans, ses importations alimentaires ont augmenté de 25% et que sa dette est multipliée par 19³.

Madagascar se classe parmi les pauvres et se trouve toujours parmi les différents pays dont le niveau de développement est le moins élevé. En 2005, Madagascar est classé 146^e sur 177 pays en matière d’indice de développement humain avec un taux de 0,499⁴. L’un de ses problèmes est qu’il emprunte trop et le détournement de fonds fait l’avènement et donc existence des mauvaises gouvernances.

Pour le cas de Madagascar, plusieurs mesures ont été menées jusqu’ici sans donner résultat. Plus de 85% de la population vit dans l’agriculture or l’autosuffisance en riz est loin d’être assuré, et la pauvreté continue à dévorer la majeure partie de la population en milieu rural qu’en milieu urbain. En 1968, Madagascar exportait 64000 tonnes de riz d’où on avait assuré notre besoin et même on arrive à exporter. Cette situation se détériore depuis et en 1982, notre importation en riz, devient 35000 tonnes⁵. L’objet de ce mémoire est d’exposer la réalité qui se présente dans ce pays et les actions à effectuer pour sortir de cette situation. Certes, le plan se présente comme suit: Dans la première

partie on abordera la définition du mot : pauvreté, les indicateurs y afférents et les causes qui peuvent expliquer la persistance de ce phénomène. Puis dans la seconde partie, on va voir quelles sont les conséquences qui en découlent et en fin on va essayer de proposer dans la troisième partie des solutions pour sortir de ce trou.

² Jean François Leven, Claude Krief: «Afrique la tragédie ». 1962.

³ Rapport de FMI.

⁴ Rapport PNUD

⁵ Rapport de FMI

PARTIE I°

Chapitre I- Définitions et les indicateurs de la pauvreté

1-1 Définition Plusieurs définitions qu'on peut attribuer à la pauvreté. Par étymologie, le mot pauvreté vient du mot latin « pauper» qui signifie pauvre. Donc on peut affirmer que la pauvreté est l'état d'une personne qui est pauvre, indigente. En économie, il existe deux façons d'aborder ce sujet, il existe ce que l'on appelle la pauvreté absolue et celle de la pauvreté relative. La pauvreté absolue est la situation des personnes qui ne disposent de la quantité minimale des biens et des services permettant une vie normale. Par ailleurs, l'ONU affirme que : « quand une personne n'a pas les moyens de se procurer un panier de biens considérés comme indispensable à la survie ». En ce qui concerne la pauvreté relative, elle s'établit par comparaison avec le niveau de vie moyen du pays dans lequel on se trouve. On se pose donc la question suivante : comment dire qu'une personne est pauvre et par rapport à qui ou par rapport à quoi ?par rapport à quelle référence? De ce fait, la définition se diffère alors par rapport à une référence : en premier lieu la référence monétaire, en second lieu par rapport à la condition de l'existence et en fin par rapport à la subjectivité. D'où les définitions suivantes :

«La pauvreté est le fait de ne pas atteindre un niveau de vie minimum »⁶ par exemple l'espérance de vie instruction, accès à des biens publics,...

Alfred Marshal lie la pauvreté au comportement et à la moralité⁷. Pas mal de théoriciens anglosaxons donne aussi son avis concernant ce sujet et la définissent comme «un accident de parcours ou une erreur d'ajustement ». Par rapport à quoi définissons-nous le mot pauvre. Selon l'approche monétaire, on tient comme pauvre, une personne dont les ressources sont inférieures à un certain seuil de la pauvreté. Un revenu est donc le principal indicateur.

Pour l'approche par les conditions d'existence, la pauvreté se définit en termes de privation qui cherche à repérer un certain nombre de difficultés, de manque ou de privation dans différents domaines des conditions d'existence. Par exemple alimentation, logement, emploi,... L'approche subjective de la pauvreté ne se réfère pas à un seuil minimal des ressources ou à des conditions objectives d'existence, mais à interroger directement les ménages sur la perception qu'ils ont de

⁶ Banque Mondiale

⁷ Alfred Marshall : « c'est un phénomène individuel et moral »

ces réalités, d'où d'établir un seuil de pauvreté subjective.

Pour certains auteurs, la définition de ce terme repose sur une approche relative de la pauvreté. Le professeur Townsend la définit comme suit : «les individus, les familles ou les groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent des ressources nécessaires pour obtenir l'aliment type, la participation aux activités et avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent. Leurs ressources sont si significativement inférieures à celles qui sont déterminées par la moyenne individuelle ou familiale qu'ils sont, de fait, exclus des modes de vie courants, des habitudes et des activités »⁸.

I-2 Les indicateurs de la pauvreté

I° Indicateurs de la pauvreté humaine

Cet indicateur est un indice permettant de caractériser le niveau de pauvreté d'un pays. Les indicateurs de la pauvreté varient en fonction du pays et aussi en fonction de leur degré d'industrialisation. Pour les pays en développement, il existe en général trois indicateurs de la pauvreté:

- Pr Townsend: «The meaning of poverty », british journal of sociology, septembre 1961. Les indicateurs de la longévité (P1)
- Les indicateurs d'instruction (P2)
- Les indicateurs de conditions de vie (P3)

Pour les pays développés, on distingue quatre indicateurs de la pauvreté:

- Les indicateurs de la longévité (P1)

⁸ Pr Townsend : « The meaning of poverty », british journal of sociology, septembre 1961.

- Les indicateurs d'instruction (P2)
- Les indicateurs de conditions de vie (P3)
- Les indicateurs d'exclusion (P4)

L'indicateur IPH est élevé si le pays est pauvre.

I-2-1 Calcul des IPH

Les IPH se divise en deux ; celle des pays pauvres (IPH-1) et celle des pays développés (IPH-2).

I-2-1 IPH-1

Il est calculé à partir de la moyenne cubique des trois indicateurs en pourcentage P I, P2, P3 où PI est le pourcentage des décès avant 40 ans.

- P2 est le pourcentage d'analphabétisme
 - P3 représente le manque des conditions de vies décentes, il est lui-même la moyenne arithmétique de trois sous indices P31, P32 et P33 d'où
- P3 = (P31+P32+P33)/3 et l'IPH-1 est égal à:

$$\text{IPH-1} = \sqrt[3]{\frac{3}{(PI)+(P2)+(P3)}}$$

I-21-2 IPH2

Il est calculé à partir de la moyenne cubique des quatre indicateurs en pourcentage PI, P2, P3, P4 où

- P1 est le pourcentage des décès avant 40 ans.

- P2 est le pourcentage d'analphabétisme

- P3 représente le manque des conditions de vies décentes, estimé par le pourcentage des personnes vivant en dessous de demi médian de revenu disponible des ménages.

- P4 est le pourcentage de personnes en chômage de longue durée, c'est-à-dire membre de la population active et sans emploi depuis au moins douze mois.

L'IPH2 est donc donné par la formule suivante:

$$\text{IPH-1} = \sqrt[3]{\frac{3}{(P1)+(P2)+(P3)+(P4)}}$$

Méthodes d'évaluations de la pauvreté

Généralement, la pauvreté peut être assimilée à la privation, à l'insuffisance soit par rapport à des besoins essentiels déterminés préalablement, soit par rapport aux ressources indispensables pour faire face à des besoins quotidiens.

Toutefois, on distingue trois grandes approches analytiques de la pauvreté dans le domaine du développement:

La méthode du seuil de La pauvreté

Cette méthode sert à mesurer les moyens économiques dont les ménages et agents économiques disposent pour couvrir leurs besoins de base. Comment distinguons-nous les pauvres des non pauvres? La méthode du seuil de la pauvreté pourra nous apporter une explication à cette question étant donné que le seuil de la pauvreté mesure le bien être des personnes à la satisfaction

qu'elles retirent de la consommation de certains biens et services, d'où c'est une méthode qui va s'intéresser à la capacité de choisir parmi les différents paniers de marchandises.

Le seuil de la pauvreté trace donc la ligne de démarcation entre les ménages qui gagnent moins et ceux qui gagnent un revenu supérieur.

La mesure des capacités par l'intermédiaire de leurs ressources, leurs talents, leurs aptitudes,... Les enquêtes participatives sur la pauvreté (EPP)

Cette méthode fournit une analyse des causes et les conséquences de la pauvreté dans des contextes plus précis.

Méthode d'évaluation de la pauvreté

Il existe une multitude façon de d'évaluer le niveau de la pauvreté au sein d'un territoire donnée. En général, les critères permettant d'identifier et de mesurer les niveaux de la pauvreté sont basés sur des estimations quantitatives des consommations et des revenus. Evaluer le niveau de la pauvreté est une méthode qui sert à mesurer le degré de la vulnérabilité d'un agent ou d'un pays.

1°- Méthode d'évaluation des biens

Dans cette approche, la pauvreté se mesure à partir d'un certain niveau et de la qualité d'actif détenu par les agents. L'absence des biens indique donc la vulnérabilité d'un agent ou d'un ménage. Cette méthode présente un inconvénient du fait qu'elle ne soit valable que localement.

Pour les IMF, on distingue quatre catégories de méthodes d'évaluation de la pauvreté.⁹

- 1) Les techniques non fondées sur l'évaluation pour identifier pour attirer les clients pauvres.
- 2) Méthodes d'évaluation rapide pour classer les ménages aux moyens des critères indicatifs ou de techniques de groupes.
- 3) Instruments nécessitants le déplacement chez les ménages et des questionnaires détaillés retenant principalement des indicateurs économiques.

⁹ John. K. Hatch ami Laura F. August 1998.

4) Instruments « intégrés » recouvrant un large éventail d'indicateurs utilisant des techniques simples et des entretiens très brefs.

1° 1 Les techniques non fondées sur l'évaluation

Elles se répartissent en trois catégories générales

- Le recours à des critères de sélection tels que le ciblage par zones géographique ou par sexe ou encore le ciblage des individus participant à d'autres programmes.
- Utilisation de la taille de crédit en tant qu'outil de ciblage.
- Auto sélection au sein de groupe solidaire. Cette méthode présente un certain avantage dans le sens où elle n'est pas coûteuse et peut être mise en œuvre dans le cadre des activités régulières d'une institution.

1°2 Méthodes d'évaluation rapide

Elles comprennent des indicateurs visuels de la pauvreté telle que la qualité de l'habitat ainsi que les méthodes permettant aux membres de la communauté d'identifier les ménages par niveau de pauvreté. L'évaluation rapide constitue une technique peu coûteuse et relativement efficace de classement des ménages par niveau de pauvreté.

1°3 Les méthodes utilisant des variables économiques

Elles sont destinées à mesurer précisément le niveau de la pauvreté de ménage en termes de revenu, d'actif et de valeur nette. Elles sont les plus coûteuses et les plus rigoureuses par rapport aux autres méthodes, elles impliquent de longs entretiens avec les ménages.

1°4 Les instruments de mesure intégrés

Cette méthode comprend une gamme plus étendue de critère de pauvreté, elles visent une grande simplicité et des entretiens brefs avec les clients potentiels.

Il existe aussi autres méthodes d'évaluation de la pauvreté comme;

- L'évaluation de l'apport calorique quotidien,
- Les enquêtes sur les dépenses des ménages. Cette méthode permet de mesurer l'incidence de la pauvreté au niveau national et international.
- L'utilisation des biens collectifs et le service public.

- Par une évaluation à partir de l'TDH. Cette méthode considère les trois capacités: - vivre longtemps et en bonne santé
 - acquérir un savoir
 - accéder aux ressources permettant des conditions de vie décentes.
- L'analyse du PIB
- L'indicateur de participation des femmes(IPF). L'indicateur de statut relatif des femmes (ISRF) permet d'appréhender l'inégalité entre les genres dans un pays donné indépendamment de son PIB par habitant.
 - Evaluation de l'insécurité alimentaire
 - Exclusion des services sociaux et absence d'actif productif en possession propre.
 - La médiocrité des conditions de logement et irrégularité de revenu.

2°) L'espérance de vie

Concernant l'espérance de vie, il existe un lien étroit entre lui et la pauvreté et on peut donc dire que l'espérance de vie des pauvres est un peu plus faible que les riches, plus on est pauvre, plus on en meurt tôt en général. Martin Hirsch a fait une remarque sur ce point, selon lui : « l'espérance de vie des personnes à la rue est de 45 ans (...) »¹⁰

3°) La consommation d'énergie

En ce qui concerne ce sujet, elle est en liaison étroite avec la richesse d'un pays et donc la consommation en énergie des pays en développement comme Madagascar est largement faible par rapport à la consommation des pays développés. Quels sont alors les problèmes des pays pauvres concernant cette consommation? En ce qui concerne ce sujet, on peut affirmer que les équipements des pays pauvres n'étant pas aussi performants que ceux des pays industrialisés, il existe une perte de l'énergie et aussi un gaspillage et que le poids économique de ce gaspillage est plus important. Il existe donc un cercle vicieux entre la pauvreté et consommation d'énergie et que le rendement énergétique des pays pauvres est en moyenne trois fois plus faible que celui des pays industrialisés.

¹⁰ Martin Hirsch : « Colloque international sur les politiques publiques et pratiques professionnelles face aux inégalités sociales de santé ». 25 au 27janvier 2007, région Nord Pas-de-Calais.

Chapitre II° - Les causes qui expliquent la pauvreté à Madagascar

Plusieurs actions ont été menées en ce qui concerne la politique d'éradication de la pauvreté, cela nous mène donc à remettre en question quelles en sont les causes pour que ce fléau ne cesse que d'augmenter.

Le développement du secteur informel

Durant les dix dernières années, les secteurs informels ont connu une forte expansion dans les pays en développement en général qu'à Madagascar en particulier. Le développement des activités illicites, l'existence des marchés noirs en sont les formes le plus souvent d'apparition à Madagascar.

En Amérique latine presque 30% de la population active se noue dans la pratique informelle.

Ce taux devient de plus en plus lourd au Pérou qu'en Inde, on estime au Pérou que le poids du secteur informel est de l'ordre de 40% du PIB contre 45% de l'emploi urbain en [ode

Plusieurs domaines sont actuellement touchés par l'activité informelle en premier lieu celle de l'activité primaire ; celle de l'activité secondaire et en fin celle de l'activité tertiaire en milieu urbain qu'en milieu rural.

L'existence de ce secteur donne des moyens de vivre à des personnes exclues du marché formel de travail. Dans les pays en développement, le secteur informel montre souvent un dynamisme et un potentiel plus prometteur que les structures officielles car il comble un écart entre la société traditionnelle et l'activité marchande moderne sur le plan des valeurs culturelles, de l'apprentissage, etc.

Définition du terme : « secteur informel »

Plusieurs définitions qu'on peut attribuer à ce mot: On peut le définir comme des actes économiques marchands qui échappent aux normes légales en matière fiscal, juridique ou d'enregistrement statistique.

CHARMES l'a défini comme : «ensemble des activités économiques non enregistrés, c'est-à-dire sur lesquels l'Etat est incapable d'exercer son emprise »¹¹ Des théoriciens affirment que le secteur informel est un ensemble de connexion où peuvent s'entremêler les modes de financement, les relations commerciales et industrielles des microentreprises, les marchés parallèles de devises et les problématiques fiscales et juridiques liés au travail ou à la propriété. Olivier P, Faly RAKOTOMANANA, François R dans ses ouvrages intitulés : *Economie de Madagascar* ont défini le secteur informel comme étant : « Un ensemble d'unité des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées »¹².

Les caractéristiques du secteur informel

Le secteur informel présente plusieurs caractéristiques. Sa capacité à apporter une réponse directe est l'une de ses caractéristiques car l'insuffisance ou l'évolution défavorable du revenu principal d'un ménage a pu être compensée par le revenu d'activités annexes. Le secteur informel amorti le problème lié à la crise agricole, à la rationalisation industrielle et à la réduction des effectifs liés aux licenciements surtout dans les fonctions publiques. Il est caractérisé aussi par sa capacité à donner une expérience aux petits entrepreneurs. Le faible niveau d'investissement nécessaire au démarrage et son pouvoir important à mobiliser l'épargne privée lui confère un rapide développement par rapport aux secteurs formels. Le secteur informel parasite le secteur moderne et les activités formelles, il se caractérise par l'apparition des petits métiers, des commerces ambulants, d'activités illégales et aussi par l'existence de solidarité de groupe et l'objectif de survie et non d'accumulation.

¹¹ CHARMES

¹² «Economie de Madagascar N°3»

Ce secteur est aussi marqué par un faible niveau d'organisation, peu de division entre le travail et capital en tant que facteurs de production et surtout en ce qui concerne la comptabilité, il ne tient pas de la comptabilité écrite formelle.

Relation entre le secteur informel et l'Etat

La montée de l'économie informelle est autant l'expression d'un recul d'un pouvoir d'Etat dont les prérogatives se verraient remises en question par l'initiative privée.

On peut dire donc que la politique macro économique et macro financière inadaptées ont provoqué l'émergence des secteurs informels.

L'augmentation du taux de l'informalité provient donc plus souvent de la mauvaise gestion des dirigeants qui par la suite va engendrer des crises qui emmènent un pays sous l'emprise de la pauvreté.

L'échec des politiques de développement accompagnés des faiblesses de structures, les dysfonctionnements institutionnels, l'urbanisation sauvage, le blocage du système éducatif, les mauvaises allocations de ressources assorties par une technologie inadaptée sont parfois des sources de crises perpétuelles dans les pays en développement comme Madagascar et provoquent un développement rapide du secteur informel.

Plus souvent, le secteur informel provoque une instabilité en matière de politique économique, il contrarie aussi la gestion du taux de change en facilitant des transferts frauduleux et engendre qui va engendrer un déséquilibre de la balance de paiement.

Echec des politiques économiques déjà entreprises

Depuis l'obtention de l'indépendance en 1960, plusieurs modèles de société et divers principes d'institutions ont été adoptés par les dirigeants successifs dans notre pays, ces modèles et ses principes ont pour objectif de lutter ou d'éradiquer la situation de pauvreté à Madagascar. Malgré toutes les bonnes volontés et bonnes intentions, notre situation devient de plus en plus vulnérable. Une question nous donne donc l'idée sur laquelle est basée notre réflexion pourquoi et comment

se fait-il que notre pays si riche

en ressources naturelles devient de plus en plus pauvre et se trouve parmi les plus vulnérables de la planète?

La nationalisation

Beaucoup de pays qui en ce moment comptent par les pays puissants avait adopté cette politique mais vouent à l'échec ceci nous donne à l'esprit l'existence des mauvaises gouvernances dans nos affaires d'où la faillite de la plupart de l'industrie nationalisée. On peut citer parmi d'entre eux La Sirama, la Sotema, Le Hasima et plusieurs autres.

Le programme d'ajustement structurel (PAS)

Le programme d'ajustement structurel est prôné par le FMI et a pour but de stabiliser et d'assurer une croissance équilibrée Suite à la dégradation de la performance économique et le résultat de la faiblesse du régime traditionnel et l'exportation des produits primaires qui importe peu d'effet sur l'ensemble de l'économie. Le PAS est marqué par une diminution de la dépense publique et une suppression des subventions à la consommation ou à la production, la privatisation de l'entreprise publique, des suppressions des protections extérieures et à l'encouragement à l'investissement privé.

La suppression des subventions liées à la consommation ou à la production pose un problème car on savait déjà que plus de 85% de la population sont agriculteurs à faible revenu, il pousse les producteurs dans une grande souffrance un peu plus encore vu la faible ou l'inexistence d'épargne.

Donc l'adoption de ce programme à la FMI nous inflige et nous conduit en une grande dépendance vis-à-vis des bailleurs.

La privatisation

Suite aux faillites des sociétés anciennement nationalisées, l'Etat doit s'engager à adopter une nouvelle politique afin de pouvoir relancer les industries en détresses et plus principalement son économie.

La décennie 80 est marquée par un mouvement important de la part de ce gouvernement. Ce mouvement est d'inspiration libérale. Pour le cas de Madagascar, l'Etat malgache l'a adopté vers la fin des années 80.

Elle se présente comme un désengagement de l'Etat dû aux ruines de ses industries et l'échec des investissements à outrance. Elle tente à donner un nouveau souffle à son économie et offre une chance aux investisseurs d'y accéder. L'une des objectifs de cette politique est l'instauration d'un système de marché libéral fondé sur le développement du secteur privé.

L'objectif macroéconomique est de recueillir le maximum de recette pour renflouer les caisses, de percevoir des impôts, des droits de douanes et vise une amélioration des environnements des affaires favorables aux investissements.

Du point de vue microéconomique il vise à améliorer l'efficacité ainsi que la compétitivité des entreprises anciennement nationalisées.

Malgré ses bonnes théories, cette politique présente des impacts négatifs.

Les licenciements des salariés en est un impact de la pratique de cette politique vue son incidence la vie économique des citoyens sur le taux de chômage, sur la pauvreté et surtout sur la diminution du PIB/tête.

Prenons les cas de la Solima, la privatisation du secteur pétrolier malgache fait naître une rude concurrence entre les repreneurs de cette société mais aussi ne cesse de faire augmenter le prix du carburant.

En un mot, l'initiative promet une promotion du secteur privé mais il engendre plus de mal que du bien sur la vie quotidienne des citoyens et en particulier sur l'économie malgache. Par conséquent l'Etat doit trouver un autre issu pour pallier les dégâts causés, ceci mène donc le gouvernement à se lancer dans une autre politique de libéralisation qui est la mondialisation.

La mondialisation

La mondialisation est marquée par l'ouverture de l'économie aux mondes extérieurs elle offre une opportunité pour les pays retardataires d'en acquérir les diffusions technologiques, les révolutions informatiques et surtout de mettre en valeur ses ressources naturelles. D'un aspect économique la concurrence qu'elle apporte lui attribue un caractère spécifique.

La mondialisation peut donc se définir comme un phénomène mondial en cours caractérisé par l'articulation de la présence ou de l'absence d'évènement et des relations sociales.

Pour l'Afrique, relever les défis de la mondialisation revient donc à adopter une stratégie de planification des secteurs publics, privés ainsi qu'à des partenariats au niveau national et internationale. Vu cette large envergure qu'elle offre, elle est aussi l'une des sources de problèmes pour les pays en développement et en particulier pour Madagascar puisque nous savions déjà que les institutions et en même temps les gouvernements mis en place ne sont pas performants. Cet avènement accroît l'inégalité entre les pays développés et les pays en développement car pas mal des auteurs avaient affirmé que depuis l'entrée dans la mondialisation ; la position de la plupart des pays Africains au sein de l'économie mondiale s'est détériorée considérablement et cela est dûe aux instabilités politiques et monétaires qui paralySENT les secteurs privés.

Les faiblesses d'exportation, la mauvaise foi des dirigeants et surtout la manque d'information freinent l'économie en développement et principalement l'économie malgache et depuis l'entrée dans la mondialisation, les valeurs culturelles et coutumières du pays ne cessent de se détériorer d'où l'apparition d'un phénomène de décolonisation culturelle.

L'adhésion sur les marchés communs

L'entrée de Madagascar au sein des plusieurs marchés tels que la Sadc, Comesa et la signature des divers accords de partenariat comme APE ou accord de partenariat économique constitue aussi l'un des facteurs qui prouve l'inexpérience de l'autorité malgache plongeant ce pays vers une situation extrêmement pauvre. Prenons donc l'exemple de l'APE.

L'APE ou accord de partenariat économique

L'accord de Cotonou signé en juin 2000 présume une réforme commerciale entre l'union européenne et les pays de l'Afrique caraïbe Pacifique dont Madagascar est membre.

Son objectif principal est la libéralisation totale des échanges entre ces deux blocs en prônant une abolition des barrières tarifaires. Cela pose un problème pour Madagascar vu que l'économie n'est pas encore prête à affronter la libre accès des produits venant de l'extérieur car nous sommes tous d'accord sur le fait que les entreprises malgaches n'ont pas encore une performance pour concurrencer les produits venant de l'étranger ; d'où en un mot la pratique du libre accès des produits étrangers ruinant petit à petit l'entreprise malgache comme par exemple le cas du Savonnerie Tropicale.

Un autre problème aussi sévit à l'intérieur de notre économie en ce qui concerne les recettes fiscales. Les recettes fiscales représentent une part importante au sein de l'économie, l'abolition des barrières tarifaires qui s'étalera en 12 ans à compter de 2008 dû à la signature de cet accord cause un important manque à gagner au niveau du recettes fiscales et ce phénomène pourra provoquer un déséquilibre de la balance commerciale voire même la balance de paiement. Une enquête menée nous montre qu'après la mise en pratique de cet accord on observe un accroissement de l'importation tandis que l'exportation n'arrive pas à être relancée. Il est à souligner alors que la hausse d'importation signifie que l'économie doit se faire autant d'allocation en devises étrangères. Le déséquilibre qui existe entre l'import export accentue donc le gap au niveau de la balance commerciale malgache.

La détaxation

La détaxation est appliquée par Madagascar à partir du 1er septembre 2003 et s'étale sur deux ans. Selon la loi n°2003-026; « la détaxation des tarifs douaniers et fiscal consiste à exempter de tous droits et taxes à l'importation, c'est-à-dire des droits de douanes, de taxe d'importation, des droits d'accises, des taxes sur la valeur ajouté, taxes statistiques à l'importation et du droit de timbre douanier des biens d'équipement et des marchandises »¹³. Cette adoption présente plusieurs avantages pour nous surtout en ce qui

¹³ RAMILISON E. Norbert : «La détaxation, Bilan et critiques»

concerne un gain de bien être et l'opportunité d'investissement mais beaucoup d'effets négatifs présentent cette politique sur l'économie malgache. Durant la détaxation on voit l'augmentation de consommation des biens de luxes que des produits ou des biens indispensables à la production telle que la télévision, l'ordinateur, chaînes hi-fi et plusieurs autres. La détaxation est en quelque sorte l'une des causes majeurs de l'origine de la dépréciation de la monnaie nationale et cette dépréciation provoque plusieurs dégâts au niveau de l'économie nationale telle que la baisse de recette fiscale de porte, un creux de déficit de la balance commerciale. Comme toute politique économique, la détaxation présente deux effets sur l'économie z l'un sur les avantages qu'elle offre et l'autre sur les inconvénients. En ce qui concerne son point fort, elle offre aux citoyens un peu plus de bien être puisque le fait d'exempter des taxes diminue les prix de bien et donc une possibilité d'en acquérir plus. À part cela, cette politique offre aussi une opportunité d'investissement.

Malgré tout, on peut affirmer aussi que cette politique induit une déstabilisation de la balance commerciale et aussi engendre un gap au niveau des recettes fiscales de porte de notre pays. Outre ces conséquences, cette politique tend à l'envers car au lieu de stimuler l'acquisition des matériels nécessaires à la production, elle ne fait que d'augmenter l'importation des biens de luxes. Or on sait que l'augmentation de l'importation conduit à une stagnation de l'exportation. Normalement l'augmentation de l'importation implique l'augmentation des recettes de portes, vu la levée de la barrière tarifaire, cette action donc va engendrer un creusement au niveau des recettes de l'Etat et donc un déséquilibre de la balance commerciale. Une des conséquences engendrées par l'adoption de cette politique est aussi la dépréciation de notre monnaie locale qui par la suite va freiner l'importation d'où une tendance à une stagnation de l'économie. Durant la détaxation, la consommation des biens d'équipements a fortement augmenté, il est de 17269 milliers de DTS en 2001 et augmente à 35007,9 milliers de DIS au 4^e trimestre 2003, soit une hausse de 102,7%¹⁴

¹⁴ Opérations Globales du Trésor/Directions Générales des Douanes.

Recettes fiscales durant les cinq derniers mois des années 2001 et 2003(en millions de francs)

Mois	Recettes fiscales 2001			Recettes fiscales 2003		
	Portes	Intérieurs	Totales	Portes	Intérieurs	Totales
Août	97342	111792	209134	137303	101090	238393
Septembre	106846	106936	213784	133007	135102	268109
Octobre	117676	138953	256629	145182	158773	303955
Novembre	103705	126043	229738	132477	139940	272417
Décembre	153089	11478	264567	151258	117579	268837

Sources : Opérations Globales du Trésor

En ce qui concerne les creux de la balance commerciale,

le déficit devient trop important ; en 2003, ce déficit atteint un niveau jamais égalé depuis 1992¹⁵

Recettes des douanes des 4 premiers mois des années 2003 et 2004 (en milliards de Fmg)

Années Mois	Janvier	Février	Mars	Avril
2003	138,1	126,7	177	147,6
2004	124,4	113,4	241,3	133,9

En résumé, la détaxation est en quelque sorte une trahison envers la nation malgache.

¹⁵ Ramilison Eric Norbert : «La détaxation, bilan et critique».

La défaillance du système fiscale et l'inexistence du régime fiscal stable

La pression fiscale à Madagascar se situe parmi les plus faibles du monde, de plus depuis le milieu des années 80 elle est en baisse malgré un léger redressement observé récemment. À l'avènement du développement des secteurs informels, la fiscalité devient de plus en plus remise en question et provoque un grand débat interne. Avec une grave crise des finances publiques rencontrées par le pays, on voit une érosion de la pression fiscale, du taux fiscal vu la tendance à la croissance des secteurs informels à la contribution au PIB.

La non pertinente du système fiscal et l'inexistence du régime fiscal stable pour le pays sont donc l'une des facteurs qui constituent la perte considérable en matière fiscal de recette fiscal du pays, d'ailleurs P. Olivier, F. Rakotomanana et F. Roubaud dans le livre qui s'intitule : l'économie de Madagascar N°3 avaient affirmé que: «La législation en vigueur s'avère inadaptée »¹⁶.

Les dettes

L'incapacité de s'en sortir dans la pauvreté, le déficit presque perpétuel du balance de paiement suite aux mauvaises gouvernances incitent les dirigeants des pays en développement et en particulier Madagascar à recourir à l'endettement malgré les aides déjà apportées des plus grands pays. Concernant le recours à l'endettement, il ne cesse pas de s'alourdir pour Madagascar puisque le rééchelonnement de la dette ne fait que permettre le règlement des intérêts dûs et reporte les charges des emprunts sans donner à l'Etat malgache les moyens de l'acquitter. Les aides se présentent sous formes de dons ou de prêts.

¹⁶ *Economie de Madagascar N°3.*

Les dons

Plusieurs définitions lui sont attribuées, ils peuvent se définir comme des aides sans contre partie¹⁷, CHENERY affirme que « l'aide constitue l'essentiel de l'épargne avancée en devise et doit compléter l'épargne domestique faible pour fournir un niveau d'épargne total >10% du PIB¹⁸ ». Ce 10% est d'après ROSTOW une condition de décollage. D'où l'aide est un moyen précieux de bâtir l'infrastructure nécessaire au développement et peut se manifester par une assistance technique, en espèce ou en nature. Toute médaille possède un revers, une face porte sur le bon coté et l'autre face sur le coté négatif car il ne faut pas oublier que la pratique du don handicape la mobilisation des ressources indispensables et que le recours au don retarde l'accès des collectivités locales à l'autonomie d'où une tendance à dépendre de l'extérieur à l'égard de l'Etat.

Les prêts

Par opposition aux dons, les prêts sont des aides à contre partie. Pour un pays donné le recours à l'endettement est faite selon les conditions de marché. Cela induit un grave problème car en plus du condition d'octroi, chaque pays doit rembourser en devises étrangères. Vu l'instabilité monétaire et l'inexistence du système monétaire stable pour les pays qui recours à l'endettement, cette façon ne fait qu'empirer sa situation et pourra lui conduire dans une situation un peu plus défavorable qu'avant. Par conséquent, on peut dire alors que l'aide en général et en particulier les prêts que l'on fait ne sont pas une solution, ils ne font que creuser la dépendance vis-à-vis des bailleurs. En quelque sorte l'aide est alors considérée comme un outil de domination néocoloniale. Le fort taux d'intérêt et les services de la dette lui confèrent un caractère nuisible à l'économie. Donc la caractéristique sur les relations entre Nord et Sud est dominé par le concept «donner pour dominer ».

¹⁷ CHENERY «modèle à double déficit»

¹⁸ Condition de décollage de ROSTOW

Les emprunts

Pour réaliser les programmes et les politiques de développement, l'Etat doit recourir à l'emprunt extérieur. L'existence des problèmes de promotion et de mobilisation de l'épargne nationale, le manque des apports des contribuables dû aux faibles pressions fiscales conduit l'Etat à recourir aux emprunts. Les emprunts sont à l'origine utilisés pour assurer le financement des dépenses publiques d'investissements productifs, de

lutte contre l'inflation et des recouvrements contre les charges publiques sont souvent détournés par nos dirigeants et cela cause des dégâts sur l'économie Malgache.

L'emprunt présente des effets économiques et parfois pourra pousser certains secteurs économiques à s'épanouir. Pour cette raison, une question doit se poser alors pourquoi la croissance et le développement n'arrive plus à être relancer vu l'augmentation de l'emprunt effectué jusqu'ici?

Depuis 1961 juste après l'accession à l'indépendance, Madagascar avait contracté des emprunts envers l'extérieur. Jusqu'à la sortie du pays de la zone

Franche en 1974, l'Etat Malgache n'aurait de problème de remboursement de notre dette à cause du garanti engagé par le trésor Français. Les problèmes de dettes commence alors à apparaître lors d'une adoption du franc Malgache et ce problème s'est aggravé par les chocs pétroliers des années 70 plus précisément en 1979. À la fin des années 70, la dette de l'Etat devient de plus en plus importante. Cette situation est amplifiée par les évènements de 1991 puisqu'à partir de ce moment, Madagascar replonge dans une nouvelle crise de la dette qui met en cause la situation économique et sociale de notre pays. À la fin de l'année 1996, 48% de la dette extérieure du pays sont dûs aux arriérés de paiement. En un mot, l'emprunt constitue une des causes majeures de l'existence et de la persistance de la pauvreté à Madagascar.

L'essor démographique

La pauvreté est accélérée par la croissance rapide de la population qui oblige le pays à consacrer à la consommation la quasi totalité du surplus de production annuel, ce qui implique une carence en investissement nécessaire au développement d'où une stagnation de la croissance économique faute d'épargne.

Ce facteur pourra engendrer aussi à une mauvaise condition sanitaire ou aux sous alimentations qui pourra avoir un impact sur la productivité du travail. La croissance démographique peut se présenter comme un avantage surtout en matière de facteurs de développement par exemple en Chine Mais pour le pays comme Madagascar il importe un caractère néfaste pour l'économie car la croissance démographique plus rapide que la croissance de la production provoque une diminution du revenu et décourage toute veilleté de développement.

La croissance démographique conduit à une stagnation de la ration par individu et conduit parfois à une limite de la possibilité de formation donc de la productivité future. La diminution relative des ressources naturelles par la suite du phénomène de déboisement ou de feu de brousse pourra aussi faire l'avènement qui pourra causer par la croissance démographique. Pour la nation malgache. l'essor démographique provoque une augmentation de la misère urbaine et aussi une augmentation des dépenses publiques causées par l'augmentation de la consommation publique.

Problème lié au développement rural

Dans les pays développés concernant le développement du secteur rural, on y voit parfois l'existence de surproduction et que les producteurs sont souvent subventionnés par l'Etat. La persistance de ce phénomène conduit ces pays le plus souvent à chercher un marché plus large que celui du marché interne d'où un problème de débouché.

Par contre, pour les pays en développement, l'agriculture est la principale activité de production elle est caractérisée par une agriculture de subsistance de transition et hétérogène. L'attachement de ce secteur à des éléments traditionnels, un système nécessairement incohérent et instable montre sa caractéristique de primitive.

Pour le cas de Madagascar, plusieurs contraintes sont apparues concernant le développement rural :

Contraintes d'ordres socioculturels

La mentalité conservatrice des paysans, la coutume et la tradition en sont les causes principales; de plus les structures sociales périmées le lancent vers une situation embarrassante et délicate.

Contraintes d'ordre socio économiques et psychologique

La psychologie des citoyens d'une nation reflète la situation économique existante de ce pays. L'incapacité des paysans à découvrir par eux même la voie d'un développement, l'insécurité du monde rural, la chute sans cesse de l'exportation malgache et l'inexistence des soutiens des prix des producteurs induit le monde rural malgache dans la pauvreté plus poussée encore. La vente à bas prix au moment de la récolte, l'étroitesse du marché, la dégradation des voies de communication et l'inexistence des gros exploitants provoquent aussi la diminution de la motivation des paysans à produire et cause l'exode rural qui augmente par la suite le taux de chômage urbain à Madagascar.

Contraintes d'ordres financiers

La faiblesse de revenu et d'épargne de la population et l'insuffisance des financements publiques pour le fonctionnement des infrastructures des investissements indiquent la pauvreté de ce pays. Ce phénomène pousse le monde rural à un problème d'accès au crédit surtout le crédit nécessaire pour l'activité agricole.

Contraintes d'ordres institutionnels

Il est à souligner que plus de 85% de la population malgache vivent dans l'agriculture, Le monde rural malgache est marqué par une défaillance en matière d'organisation. Le problème du manque de responsabilisation des producteurs associés à la carence en matière de formation, c'est-à-dire la compétence nécessaire, est des indicateurs qui marquent la faiblesse des institutions en place. L'absence de cadre juridique adéquat pour les opérations de développement et le manque de coordination entre les structures administratives en sont un facteur explicatif des problèmes de la pauvreté.

Contraintes d'ordre technique

Vu les techniques archaïques et inadaptées; l'agriculture malgache n'arrive plus à entretenir les besoins alimentaires de la population. Les faibles niveaux de maîtrise de l'eau et les problèmes d'approvisionnement en facteurs de productions montre l'inadéquation des politiques agricoles du pays.

Contraintes d'ordre physique

Les aléas climatiques, les faibles fertilités du sol constituent un problème majeur et non maîtrisé à cause de non développement des technologies mises en place. La dégradation de l'environnement, l'enclavement des zones productrices et la mauvaise répartition de la population limite l'enthousiasme de produire davantage.

En gros, pour les pays en développements ainsi pour Madagascar en particulier, le problème de l'agriculture est un problème lié aux trois choses en premier lieu un problème lié à l'offre, puis un problème lié à la demande, et en fin un problème lié à d'autres facteurs comme le facteur socioculturel expliquant la persistance de la pauvreté du monde rural malgache.

L'évasion et fraude fiscale

Tout d'abord, la fiscalité met en relation l'Etat et les entreprises et cela pour des raisons bien définies telles le recouvrement des charges publiques et l'intervention dans la vie économique et sociale d'une nation. En fait, les problèmes surgissent en matière de la fiscalité car l'existence des fraudes et des évasions fiscales sont parfois le fruit du désaccord sur les options entreprises par le gouvernement ou parfois aussi dû aux incivismes fiscales. On sait que la fraude fiscale contrarie tous les prélèvements destinés à financer l'action de l'Etat c'est aussi un élément qui est à l'origine du déficit budgétaire causé par la violation de la loi fiscale. Ainsi elle fragilise l'équilibre fiscal d'où source du déséquilibre social.

En 1998, la fraude fiscale a été estimée à 905 milliards de franc malgache soit 9,8% du PIB de cette même année. Cette perte considérable ne peut donc pas être couverte que par le recours à l'endettement extérieur et nous sommes tous d'accord sur le fait que cette situation est néfaste pour l'économie.

Dans tous les PED, le besoin de dépense publique de peuplement dépasse le plus souvent les ressources mobilisables au niveau national et à fortiori au niveau local, Ainsi à ces déséquilibres financiers et parfois commerciaux s'ajoutent évidemment les déficits en terme de capacité de management et d'encadrement technique et ceci se voit

par l'intermédiaire de l'insuffisance des cadres issus de formation professionnelle et supérieure.

En Afrique et à Madagascar en particulier, l'une des principaux obstacles à la mobilisation pour le développement est l'insuffisance et non l'excès de la dépense publique locale¹⁹. Les causes politiques, institutionnelles et sociales sont indissociables des causes économiques et que le capital social et le capital humain ou physique constituent aussi l'une des causes explicatives de la pauvreté²⁰. Après avoir vu les différentes causes qui pourraient constituer ou expliquer la persistance de ce fléau à Madagascar, nous allons maintenant entamer la deuxième partie mentionnant les conséquences qu'elles peuvent engendrer sur l'économie malgache.

« le niveau actuel de mobilisation des ressources locales par les communes urbaines de Afrique (...) ne s'élève en moyenne qu'à un demi pour cent du produit local brut; soit un niveau relatif dix fois à vingt fois plus faible que dans les PD ».

¹⁹ Arnaud, M., Bossard, L.Cour, J.M.Yatta, FP(2001).

²⁰ Jean Pierre Cling (Dial-Dree)

PARTIE II°

Les conséquences de ces échecs sur l'économie malgache

Les conséquences en sont multiples, ils sont d'ordre politique, économique, structurel et sociologique. Les deux enquêtes menées et réalisées à Yaoundé et à Tana en 1995 révèlent que le marché du travail urbain a été affecté particulièrement par la crise économique, ce qui nous donne une affirmation banale suivante « le travail ne devient plus une garantie pour obtenir un travail²¹ » et qu'à Tana le taux de chômage tend même à s'accroître avec le niveau de scolarisation.

J.P Lachaud (Vandenmoortele, 1991) « dans la première partie de la décennie 80, (...) alors que près de ¼ d'entre eux auraient trouvé un emploi dans le secteur informel²² ».

En ce qui concerne l'urbanisation sauvage, le coût de cette dernière et de l'équipement des territoires est proportionnellement élevé par rapport aux pays développés. L'une des conséquences de l'aggravation continue des disparités de PNB/hab entre les pays riches et les PED est le besoin de financement engendré par l'urbanisation et ses implications en termes d'aménagement des territoires, de même que le contenu en importation des investissements correspondants sont de plus en plus difficiles à supporter. Or l'augmentation de ses besoins de financement publique engendre des déficits structurels auxquels les règles du jeu de l'économie du monde n'apportent plus de réponse adéquate.

Les conséquences du développement du secteur informel

La forte incidence de l'emploi informel dans le monde en développement empêche les pays de bénéficier de l'ouverture du commerce en enfermant les travailleurs en transition entre deux emplois dans le piège de la pauvreté. L'emploi informel est très répandu dans de nombreux pays en développement, il laisse des milliers de travailleurs dans une situation caractérisée par l'absence presque totale de sécurité de l'emploi, des revenus faibles et aucune protection sociale. Le commerce a contribué à la croissance et au développement dans le monde entier, mais cela ne s'est

²¹ J.PLachaud (Varidenmoorte), 1991)

²² Pascal Lamy

pas automatiquement traduit par une amélioration de la qualité de l'emploi. Pour créer de bons emplois, l'ouverture du commerce doit s'accompagner de politiques internes appropriées. Cela apparaît encore plus clairement avec la crise actuelle, qui a réduit les échanges et précipité des milliers de personnes dans le secteur informel. Les effets à court terme des réformes commerciales peuvent être associés dans un premier temps à une augmentation de l'emploi informel, mais les effets à long terme vont dans le sens d'un renforcement de l'emploi dans le secteur formel, à condition que les réformes commerciales soient plus favorables à l'emploi et que les bonnes politiques internes soient en place. Les effets néfastes de l'informalité sont liés principalement à l'absence de gains de productivité et à la taille moyenne médiocre des entreprises, qui résultent des obstacles opposés à leur croissance par l'économie informelle. L'esprit d'entreprise et le goût du risque reculent lorsque les taux d'informalité sont élevés en raison, notamment, de la mauvaise conception des systèmes fiscaux, de la faible protection sociale et des lacunes de la réglementation économique. L'informalité empêche aussi les pays de tirer pleinement parti de l'ouverture du commerce en enfermant les travailleurs en transition entre deux emplois dans le piège de la pauvreté. Plus l'incidence de l'informalité est élevée et plus les pays en développement sont vulnérables à des chocs tels que la crise mondiale actuelle. Les pays dont le secteur informel est important subissent plus fréquemment des chocs et connaissent des taux de croissance durable moins élevés. D'autre part, l'emploi informel réduit l'efficacité des stabilisateurs automatiques.

Les conséquences de la Mondialisation

La mondialisation est fréquemment désignée comme « bouc émissaire » de nos problèmes d'emplois au sein des pays industrialisés comme dans les PED. L'accroissement des échanges internationaux, la confrontation à la concurrence des autres pays seraient à l'origine des mutations et des problèmes que connaissent nos sociétés.

En 1990, 17% de la main d'œuvre des pays du tiers monde et des pays anciennement planifiés travaillent déjà directement ou indirectement pour un secteur d'exportation industriel. Un changement fondamental dans la structure du commerce international s'est donc produit au cours de ces vingt dernières années et la mondialisation menace des pans entiers de l'économie. Le rythme de croissance du commerce mondial représente 4 fois le

rythme de croissance de la production mondiale. La croissance des échanges est bien lié au processus de mondialisation. Les produits consommés sur un territoire ne sont pas associés à une production réalisée sur ce même territoire. Cette globalisation de la production a sans nul doute un effet sur l'emploi.

Les niveaux de salaire sont beaucoup plus faibles dans les P.E.D²³. Le dumping social a également souvent été dénoncé. Certains pays sont accusés de faire travailler les enfants ou les prisonniers. Naturellement, il existe des différences de législation du travail entre les pays en développement et les pays industrialisés.

La mondialisation rend plus difficile l'action discrétionnaire des pouvoirs publics nationaux. Autres nations sur leur territoire national. Sinon des phénomènes d'éviction se produisent. Les produits répondant aux normes locales ne satisfont pas aux normes internationales et ne peuvent être exportés. Une réglementation trop sévère provoque la fuite des acteurs vers d'autres territoires moins regardants. La mondialisation reflète l'expansion continue du marché, bien au-delà des frontières. Cette tension entre le marché et l'État est au cœur de l'économie politique en général, et de l'économie politique internationale en particulier²⁴. Tant le marché que l'État apparaissent comme des mécanismes de réconciliation d'intérêts individuels a priori divergents: l'un par le rôle des prix relatifs librement établis, l'autre par la réglementation, la centralisation, la redistribution, la monopolisation d'un certain pouvoir économique et monétaire. La coexistence de ces deux modes de réconciliation nourrit les structures réglementaires, sociales, légales de tous les pays industrialisés, qui méritent à ce titre le qualificatif d'économies mixtes de marché. Lorsque le marché s'étend et devient mondial, le mode de régulation qu'il impose prend un caractère extraterritorial par rapport à l'Etat-nation dont le champ de souveraineté est défini par le territoire national. L'interdépendance économique, en effet, présente un caractère ambivalent: elle est source de conflit, puisqu'elle rend la poursuite des intérêts nationaux tributaire des actions et situations d'autres pays; mais elle est aussi source de modération, par les liens d'intérêt croisés qu'elle tisse entre pays les privatisations: L'Etat doit réduire sa place particulièrement dans le secteur productif, le processus de privatisation atteint des domaines considérés

²³ Tableau de P.N. Giraud page 250; Economie et statistique N°279.

²⁴ Gilpin, 1987.

jusqu'ici comme biens collectif. Les normes nationales ne sont plus compatibles avec celles des partenaires, la déréglementation modifie de nombreux secteurs d'activité. Les PED auraient des normes beaucoup moins sévères que les PD. Ils accueilleraient ainsi des industries polluantes ou dangereuses et permettraient l'exportation de leurs produits à des conditions de coûts sans rapport avec ceux des pays industrialisés. La mondialisation reflète l'expansion continue du marché, bien au-delà des frontières. Cette tension entre le marché et l'État est au cœur de l'économie politique en général, et de l'économie politique internationale en particulier. Lorsque le marché s'étend et devient mondial, le mode de régulation qu'il impose prend un caractère extraterritorial par rapport à l'Etat-nation dont le champ de souveraineté est défini par le territoire national. C'est parce que les besoins d'ajustement qu'il impose la régulation par un marché dorénavant globalisé ne correspondent pas à ceux qu'imposerait un marché territorialement limité que naît le conflit fondateur de l'économie politique internationale. Protection commerciale, ou taux de change flottants confèrent souvent l'illusion du répit. L'interdépendance économique, en effet, présente un caractère ambivalent: elle est source de conflit, puisqu'elle rend la poursuite des intérêts nationaux tributaire des actions et situations d'autres pays.

Les conséquences de l'endettement

La dette interne des pays en développement constitue une bombe à retardement pour les peuples du Tiers monde.

Le milieu des années 1990 marque un tournant dans l'endettement public des pays en développement (PED), alors que les dettes publiques externe et interne faisaient part égale en 1998. Dix ans plus tard la dette publique à l'égard des agents nationaux représente presque le triple de la dette publique due aux créanciers extérieurs. Cette vertigineuse progression touche tous les pays du Sud même si cette tendance est moins marquée dans les pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne. La dette publique interne de l'ensemble des PED est ainsi passée de 1300 milliards de dollars en 1997 à 3500 milliards de dollars en septembre 2005²⁵.

Pour certains, la dette interne ne serait pas un problème pour ces Etats car elle ne menacerait pas leur souveraineté économique et politique à l'instar de la dette externe dont les Institutions

²⁵ Renaud Vivien, Éric Toussaint 11 novembre 2008

financières internationales (JET) se servent, depuis la crise de 1982, pour imposer leurs politiques néo-libérales violant les droits humains.

Pour certains, la dette interne ne serait pas un problème pour ces Etats car elle ne menacerait pas leur souveraineté économique et politique à l'instar de la dette externe dont les Institutions financières internationales (IET) se servent, depuis la crise de 1982, pour imposer leurs politiques néo-libérales violant les droits humains. Pourtant, la dette publique interne est menaçante à plus d'un titre et forme avec la dette externe un puissant outil de domination sur les populations du Tiers monde.

La dette interne constitue un obstacle majeur à la satisfaction des besoins humains fondamentaux des populations des pays du sud.

La dette publique continue donc de peser lourdement sur les dépenses des PED, qui privilégient son remboursement à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, entraînant ainsi la violation de leurs obligations juridiques internationales en faveur des droits humains. Ensuite, la prétendue baisse de la dette publique externe, dont se félicite la banque mondiale, s'est accompagnée corrélativement d'une forte augmentation de la dette publique interne qui profite en réalité aux mêmes créanciers privés. On assiste, en effet, à un transfert de la dette externe vers la dette interne piloté par les LEI dont le secteur privé sort grand gagnant.

Les conséquences de la privatisation

Après les crises financières ayant frappé les PED entre 1994 et 2002 la banque mondiale a recommandé à ces derniers de favoriser le rachat de leurs banques locales par les grandes banques étrangères et de privatiser leurs systèmes de pension. Par conséquent, les banques privées locales contrôlées par les groupes bancaires étrangers et les fonds de pension internationaux sont devenus les principaux créanciers de la dette publique interne

Les pays endettés doivent, entre autres, renoncer au contrôle des changes et des mouvements des capitaux. Cela s'est combiné à une déréglementation du secteur bancaire, encourageant ainsi les banques privées locales à prendre de plus en plus de risques inconsidérés. Le résultat est que les capitaux étrangers sont sortis aussi vite

qu'ils sont arrivés dans ces PED, entraînant des faillites bancaires en chaîne. Les dettes de ces banques privées sont ensuite devenues les dettes internes des Etats, sous l'impulsion des

responsables de ces crises; la banque mondiale et le FMI. Si les PED n'abandonnent pas aujourd'hui ces politiques néo-libérales désastreuses, d'autres crises financières sont malheureusement à prévoir.

Autre caractéristique de cette nouvelle situation d'endettement est qu'elle touche paradoxalement les PED disposant d'importantes réserves de change. C'est le cas des pays exportateurs de matières premières (pétrole, gaz, minerais et certains produits agricoles) dont les prix sont en hausse depuis 2004 et de la Chine qui accumule une très grande quantité de réserves en devises du fait de ses exportations massives de produits manufacturés.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, un niveau élevé de réserves de change en possession d'un Etat le conduit souvent à s'endetter afin de limiter l'inflation. Pourquoi? Les entrées massives de capitaux étrangers sous forme de devises (liées aux exportations) entraînent une augmentation accrue de la quantité de monnaie nationale ; ce qui est potentiellement source d'inflation. Pour réduire cette masse monétaire en circulation, ces Etats choisissent alors d'émettre des titres de la dette publique. Le problème est que les intérêts versés par les Etats sur ces titres de la dette sont supérieurs aux intérêts que les Etats perçoivent de leurs bons du Trésor. Pour financer cet écart, les Etats sont alors obligés de s'endetter; ce qui explique la montée spectaculaire de la dette interne de ces pays.

Cette politique économique est désastreuse sur le plan social car les dettes publiques de ces PED du fait de la mauvaise utilisation de leurs réserves de changes ne profitent pas aux populations. Pourtant des alternatives existent. Au lieu d'acheter les bons du Trésor du Nord pour se mettre à l'abri d'attaques spéculatives, les PED pourraient agir de façon beaucoup plus efficace en reprenant le contrôle des mouvements de capitaux et des changes. D'où la nécessité pour les PED de se débarrasser de la tutelle des IFI en répudiant les dettes à leur égard. Ils pourraient ainsi utiliser leurs énormes réserves de change pour des investissements productifs dans l'industrie, dans une agriculture locale.

Il est donc important que les populations du Sud en aient conscience et qu'elles poussent leurs Etats à mener des audits de la dette publique externe et interne. Il est indispensable de prendre en compte dans ces audits la dette publique intérieure vu son augmentation spectaculaire et sa relation très étroite avec la dette extérieure. En effet, les prêts contractés sur les marchés intérieurs servent très souvent à rembourser les dettes

illégitimes contractées à l'égard des créanciers étrangers.

Ces audits de la dette pourront déboucher sur des actions en justice contre les responsables de ces dommages sociaux et écologiques.

Impact de l'intégration dans Je marché commun

L'intégration dans les marchés mondiaux et la lutte contre l'emploi informel au moyen des politiques d'emploi décent devraient être considérées comme complémentaires. Faciliter la formalisation des entreprises et des emplois aide les pays à bénéficier pleinement de l'ouverture du commerce, relève les niveaux de vie et permet à la population active d'accéder à des conditions de travail décentes. La protection sociale joue aussi un rôle crucial dans l'accompagnement des transitions et la concrétisation des effets bénéfiques de l'ouverture du commerce. Il faudrait accorder plus d'attention aux mesures de protection sociale et à la conception des réformes commerciales. L'étude donne à penser que les réformes commerciales devraient être conçues et mises en œuvre d'une manière favorable à l'emploi, en faisant en sorte que le redéploiement des emplois soit plus propice à la croissance de l'emploi formel.

PARTIE III- LES SOLUTIONS PROPOSÉES POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

Réformes agraires

Sur ce point, on a déjà évoqué que presque 85% de la population malgache vivent dans l'agriculture et l'élevage pourtant la ration alimentaire de la communauté diminue de jour en jour et que l'autosuffisance en riz demeure un rêve. Quelles solutions doit on proposer alors pour atteindre l'objectif?

Pour que l'objectif soit atteint, il faut une politique qui facilite les producteurs à l'acquisition domaniale pour que les superficies cultivées soient accrues pour promouvoir une croissance de la production.

La mise en place de façon durable d'un cadre cohérent et globale destiné à renforcer le tissu économique et social des zones rurales est nécessairement souhaitable. Puisque le milieu rural est dominé par l'activité agricole traditionnelle, il faut donc moderniser de ce secteur et aussi donner une subvention aux producteurs pour les facteurs de productions qui sont en rapport direct à toute activité productive (engrais, charrues, ...)

Il faut assurer aussi une extension du système de financement dans des zones productives et faciliter l'obtention d'agrément auprès de supervision bancaire et financière. La révolution verte permettra aussi d'améliorer les domaines non productifs du monde rural, on doit réhabiliter et entretenir les réseaux agricoles, assurer la disponibilité en engrais, semence, matériel agricole en fin d'augmenter la productivité. La modernisation du pratique à travers la formation et la diffusion des meilleures pratiques mondiales sont aussi indispensables pour assurer la sécurité alimentaire. Il faut donc identifier et exploiter des nouvelles zones d'exploitation et intégrer les dimensions environnementales dans les programmes de développement agricole. Une adoption d'un programme ou une loi qui détermine dans les lois de finances une part de budget qui spécialement destinée aux secteurs agricoles ou principalement destinée aux subventions des producteurs dans le projet de vulgarisation de ce secteur ou pour faire des barrages, des postes rurales ou plus encore dans un comité de recherche agricole.

Une politique d'encouragement de la rotation et diversification des cultures sera aussi sollicitée. Enfin, dans le but d'assurer l'état sanitaire de la population en vue d'augmenter la production, les programmes d'alphabétisation du monde rural, une amélioration des

revenus des paysans, une acceptation d'une approche genre seront très indispensables pour accroître la productivité rurale.

Faciliter l'acquisition domaniale

La crise foncière constitue un des problèmes majeurs dans le développement économique et sociale à Madagascar, elle provoque la démotivation des paysans et aussi de la population urbaine à faire des investissements durables d'où la réticence des investissements donc pour pallier ce carence; il faut que l'Etat intervienne et lance un grand projet sur le quel la facilitation de l'acquisition de terrain est attribué aux citoyens pour relancer l'investissement interne car la multiplication des conflits dû aux problèmes engendrés par le problème foncier dégrade les climats sociaux. Ce programme doit donc porter sur 4 axes stratégiques :

- ✓ La restructuration, la modernisation, l'informatisation des systèmes fonciers et topographique.
- ✓ L'amélioration et la décentralisation de la gestion foncière.
- ✓ La rénovation de la réglementation foncière et domaniale.
- ✓ Un programme de formation en métier du foncier.

Adopter un projet de société réaliste et basé sur le fondement des problèmes existants

Parfois, les projets adoptés par le gouvernement ne reflètent pas réellement la réalité mais arrangent les bailleurs et cela constitue un grand problème pour notre pays nous savons très bien que les aides que ces bailleurs octroient seront remboursées et ce remboursement est assorti d'un intérêt et des divers autres services. Réellement les bailleurs nous aident pour leur propre profit, ils prétendent avoir une bonne foi de nous aider mais en général, ils nous donnent une aide pour nous tenir dépendant. Donc il faut adopter et élaborer un projet à notre guise, conformément aux problèmes existants chez notre pays et sans qu'ils interposent puisque nous sommes capables de détecter et d'établir ce qui est indispensable pour notre pays surtout dans la gestion de nos ressources naturelles pour assurer la pérennité. Il faut mettre en place un fonds de

développement agricole et identifier des filières porteuses et orienter les choix dans le sens de la priorité et enfin favoriser un environnement propice à la croissance, à l'investissement et à l'emploi. La prospérité et la réussite d'un projet de société réaliste dépendent donc d'adaptation de toute politique économique aux contraintes de chaque pays et des stratégies de développement qui s'appuient sur les forces productives nationales. Une mise en place des réformes tant structurelles qu'institutionnelles en vue de créer un cadre favorable à des politiques économiques à adopter et aussi promouvoir et adapté le système de crédit à caution solidaire. Il faut remettre en cause la conception traditionnelle de la politique monétaire qui s'inspire presque exclusivement des pratiques importées et aussi engager en faveur d'une politique monétaire plus réaliste qui s'appuie sur les réalités sociales, économiques et culturelles de notre pays.

Exploitation et auto transformation des ressources naturelles

Personne ne peut pas nier que Madagascar est riche naturellement, pourquoi pas donc ne pas essayer de transformer et exploiter personnellement ses ressources et dans ce cas l'Etat doit donc engager un investissement sur la formation tant en matière de compétence qu'en matière de technologie pour que notre pays puisse jouir de la richesse interne pour relancer notre économie ou pour pallier le déficit budgétaire et donc pour combattre la pauvreté et aboutir à l'objectif voulu qui est le développement. Pour le secteur agricole, un développement et une mise en œuvre d'une stratégie pour l'agriculture, une mise en place d'un système de production moderne en norme et en qualité sera indispensable.

Mettre en priorité le développement du monde rural

Comme le monde rurale représente la majorité absolue de la population malgache, il faut donc axé la politique de développement dans le développement du milieu rural. Il faut donc mettre en œuvre une bonne gestion des mondes rurales, favoriser l'émergence des acteurs économiques partenaires du développement rural, développer et faciliter les circuits de distribution des intrants, favorisation et renforcement de la capacité technique et professionnelle paysanne. On doit adopter un élargissement du développement des réseaux de micro finance ainsi que les réseaux bancaires et pour cela l'Etat doit intervenir. Il faut désenclaver et réhabiliter les pistes rurales pour évacuer la

production des zones les plus réputées. Concernant le monde rural, une amélioration de la condition sociale sera la priorité c'est-à-dire offrir une accessibilité à l'eau potable, mise en place de service de santé de proximité, mise en place de service d'éducation de proximité et la sécurisation de ce milieu.

Mettre en place un filet de sécurité

Pour les PED comme Madagascar, l'existence du filet de sécurité est largement sollicité car la majeure partie de la population se trouve dans la pauvreté voire même parfois dans le seuil de pauvreté extrême. Donc la mise en place de ce filet est donc indispensable vu la faiblesse du niveau de vie et principalement de la faiblesse du revenu par tête de la population.

Faciliter l'accès au crédit et Réformer le système fiscal

L'accès au crédit s'avère difficile voire complexe dans les établissements financiers. La fiscalité fournit une grande partie des recettes de l'Etat, elle permet donc à ce dernier d'engager des actions pour la réduction de la pauvreté. Elle présente aussi un effet sur le bien collectif et surtout sur l'allocation des ressources. À Madagascar, la recette fiscale atteint 11,8% du PIB²⁶ contre 16,3% pour les mêmes pays à faible revenu et cela est dû par l'effet des exonérations et de la fuite devant l'impôt, de plus les recettes fiscales se basent essentiellement sur les taxes sur les commerces, plus facile à administrer. En conséquence, les exonérations ou les évasions fiscales ou encore la contrebande impliquent des manques à gagner dans les recettes fiscales car ils sont devenus considérables. La plupart des Etats des pays du tiers monde sont prisonniers d'un dilemme infernal. Une réforme sera donc nécessaire en ce qui concerne ce sujet et de l'appliquer correctement et de la soutenir par une réelle et inflexible volonté d'extraction fiscale de la part des dirigeants de ce pays et cela afin de pouvoir contribuer efficacement à la réalisation des objectifs d'unité national, de paix social durable et surtout des progrès économiques véritables.

Les véritables questions qui se posent sur le rôle de la fiscalité dans le financement du

²⁶ De Melo, J. ; Rolland-Holst, D.; Haddad, M.1993: «Fraude fiscale et réforme fiscale dans une économie à faible revenu; analyse à travers un modèle CGE appliqué à Madagascar ».

développement des PED en général, et en particulier de Madagascar tournent alors en réalité autour de quatre concepts fondamentaux :²⁷

- ✓ Le rendement financier
- ✓ L'efficacité économique
- ✓ La justice sociale
- ✓ La simplicité technique

Pour faire face à ses dépenses, l'Etat doit donc adopter une nouvelle technique pour améliorer ses recettes. Il est donc astreint de fournir des changements de son système fiscal sur les revenus des ménages et plus particulièrement ceux des populations les plus vulnérables²⁸ malgré que la taille du système fiscal malgache soit modeste, la différence entre le taux d'imposition effectif et statutaire donne une idée de l'évasion fiscale. De plus, la grande majorité des ménages que ce soit urbains ou ruraux se projettent de plus en plus dans le secteur informel, donc pour que la réforme fiscale soit une réussite, il faut remettre en question cette situation et il faut tenter de rendre formel ceux qui sont informels c'est à dire adopter un programme pour faciliter l'intégration de ses activités informels dans le cadre formel de l'économie afin d'étendre l'assiette fiscale.

Réforme de l'éducation

Pour chaque pays, l'éducation constitue l'un des rares leviers de mobilité économique entre deux générations, donc pour que la génération des enfants issus des milieux défavorisés ait la chance d'améliorer leur niveau de vie, il faut qu'ils aient un niveau d'étude assez haut²⁹. Pour cela, l'Etat doit agir donc à faire des investissements en matière d'éducation malgré que son rendement ne sera productif qu'à long terme. D'où le besoin d'une instauration et de réforme éducative qui vise à :

²⁷ Rabetafika Roger: « Réforme fiscale et révolution socialiste à Madagascar ». Edition l'Harmattan 5-7, rue de l'école polytechnique 75005 Paris.(1 990).

²⁸ Dissou, Y et Alu. 1998. «la politique fiscale à Madagascar: options et impacts distributifs. Antananarivo: INSTAT.

²⁹ Ministère de l'éducation nationale.1996 « les déterminants de l'accès, de la fréquentation scolaire et des abandons dans l'enseignement primaire à Madagascar ». Antananarivo: UNESCO/CRESED.

- réduire le nombre des enfants qui redoublent
- favoriser une meilleure rétention au niveau primaire.

Amélioration et facilitation de l'acquisition domaniale

En générale, ce sont les pauvres qui ont des difficultés d'accéder à la terre. Si la domanialité était sans exclusion sous la monarchie du 9^e siècle, la colonisation a fait la distinction entre le légal et le légitime. En effet, il n'y a que 10% de la superficie de Madagascar qui sont immatriculés et que l'insécurité foncière reste généralisée et revêt plusieurs formes³⁰. La réglementation foncière reste ignorée par la majorité de la population d'où le besoin d'une sensibilisation par la médiatisation ou par autres méthodes. Les héritiers n'ont souvent pas les moyens de réaliser la demande ou l'immatriculation des terres et que la réglementation sur le fermage et le métayage a fait que les propriétaires refusent toutes pratiques culturelles pérennes. En milieu urbain, les occupations illégales des terrains domaniaux par des constructions précaires sont la conséquence de l'échec ou l'absence de politique de l'urbanisme bien définie. Multiples sont les causes de non accès à la terre à Madagascar et on peut citer 3 d'entre eux³¹:

- causes institutionnelles. Ces causes sont les fruits du régime précolonial qui avait interdit l'acquisition des terres aux esclaves et à leurs descendants et cela s'est amplifié par la suite par la politique des colonisateurs.
- causes économiques. Un appauvrissement de la masse populaire que ce soit urbain ou rurale associée à une faible productivité agricole qui va entraîner un endettement excessif oblige le paysan à se dessaisir de sa parcelle.

Politique agricole

La politique agricole devra dépasser le niveau d'orientation générale auquel trop souvent s'arrête le plan de développement. Il faudra donc définir et orienter des objectifs de taille avec réalisme.

³⁰ A. Bertrand, M. Razafindrabe : « la problématique foncière à Madagascar en 1997 ».

³¹ JURENCO, 1998 « Paysans sans terre et accès à la terre à Madagascar ». Antananarivo: OAA-FAO. 95 pages.

Pour stimuler la reprise d'une croissance durable, il faut coordonner et stimuler les politiques macroéconomiques à l'échelle mondiale. Il faut aussi faire une recherche progressive des mesures de réduction de la pauvreté, du chômage et des inégalités afin de mieux insérer le secteur informel dans le dynamique économique et institutionnel locales c'est-à-dire les conditions de résorption de la pauvreté passent par une croissance économique soutenue, incorporant équitablement le facteur travail et alimentant une dépense sociale particulièrement orientée vers le recul de la pauvreté. Une politique d'amélioration de la performance économique en faisant participer les pauvres seront aussi indispensables et surtout dans le développement des services essentiels de base. L'élargissement des filets de sécurité au bénéfice des couches sociales les plus vulnérables, la mise en place d'un cadre institutionnel favorable à la croissance et à la réduction de la pauvreté de même que le renforcement des capacités pour promouvoir une amélioration de la gouvernance et les relations entre administration et administrés doivent être faites en conséquence.

Il faut améliorer les cadres généraux des investissements à travers le maintien de la stabilité politique et la gouvernance. Une vision d'instauration d'un environnement institutionnel et juridique est largement nécessaire. Il faut aussi développer le capital humain. Pour rattraper le retard de notre pays et pour que l'objectif d'éradication ou de réduction de la pauvreté, il faut rationaliser les dépenses publiques et améliorer la façon de gouverner car elle en est une des causes qui explique la situation existante. Mieux mobiliser les ressources locales, accroître la participation populaire à toute politique économique, augmenter substantiellement et durablement les dépenses d'investissements publiques de peuplement car faute de quoi, l'objectif de développement durable ne resterait qu'un voeu pieux. Il faut bien évaluer les besoins en investissement et se poser la question sur des moyens à mobiliser pour faire face à ces besoins et surtout concernant les besoins de financement. Il faut une mise en place des mécanismes de transferts publics automatiques et pérennes destinée à contribuer au financement des investissements de peuplement.

En ce qui concerne l'instabilité politique, il faut prévenir les conflits en tenant compte des impératifs du peuplement et prendre en compte aussi les problèmes structurels en facilitant l'émergence d'un consensus sur une vision sous régionale. La facilitation de la mobilité géographique et sociale au sein des zones défavorisées est aussi indispensable. Il faut donc établir à cet égard «une charte de bonne conduite et lier la reconstruction au renforcement des institutions

locales et appuyer le développement local³². Pour que l'objectif de la réduction de la pauvreté soit atteint, il faut au moins une croissance économique supérieur à la croissance naturelle de l'ordre de 1 à 2 points. En conséquence, on doit fournir un effort de longue haleine qui implique l'arrêt des dons systématiques aux collectivités d'où une modification d'une politique et une recherche de cohérence et d'efficacité dans la politique d'appui à la décentralisation. Il faut donc que l'investissement dans les équipements de fonction économique c'est-à-dire marché, gare routière,... doivent être également financés au moins partiellement par les recettes d'exploitations.

Et enfin, pour que les pauvres acquièrent des actifs et en tirent les meilleures opportunités, il faut que les marchés fonctionnent en faveur des pauvres. En effet, l'efficacité économique ne peut s'envisager indépendamment de l'efficacité institutionnelle et permet d'accroître les opportunités des pauvres.

³² Dahou, K. (2004)

Résumé

La population malgache est très jeune et essentiellement rurale; La population rurale vit dans une multitude de petites exploitations agricoles dont les produits sont principalement destinés à l'autoconsommation. Leur production est fréquemment mise à mal par des catastrophes naturelles. Economiquement, Madagascar fait partie des pays les moins avancés de l'Afrique sub-saharienne et que sa croissance a été affectée par de nombreuses crises politiques et sociales.

En matière de santé, la couverture sanitaire s'élargit. Cependant, l'accès aux soins essentiels est toujours limité, et cela constitue un frein à un recul significatif de la mortalité infantile et maternelle. La forte morbidité est accentuée par un très faible accès à l'eau potable et par des problèmes d'hygiènes et d'assainissement. La pauvreté touche les deux tiers des malgaches. Associé aux catastrophes naturelles, à une baisse des disponibilités alimentaire et à un accès limité aux aliments, la pauvreté a pour conséquence une forte insécurité alimentaire des ménages. Les disponibilités alimentaires sont insuffisantes à couvrir. Les besoins énergétiques de la population dont plus d'un tiers sont sous alimentés. Quantitativement insuffisantes, les disponibilités alimentaires sont aussi insuffisamment diversifiées. Les pratiques des alimentations des enfants de bas âge sont plutôt favorables à leur santé. Cependant, la faible qualité de l'alimentation de complément, associe notamment à une forte prévalence de maladies infectieuses sans prise en charge sanitaire, est un déterminant important de la malnutrition.

La prévalence du retard de croissance (malnutrition chronique) est très élevée parmi les enfants d'âge préscolaire, elle touche la moitié des enfants malgaches. La prévalence de la maigreur (malnutrition chronique) est également forte. La situation nutritionnelle des femmes en âge de procréer est tout aussi préoccupante.

A des fortes prévalences de malnutrition sont associées d'importantes carences en micro nutriments. Le goitre sévit encore dans certaines régions malgré une consommation assez répandue de sel iodé. L'alimentation apporte peu de lipides et peu de produits riches en vitamine A. En conséquence, la carence en vitamine A est courante, en particulier chez les mères. La couverture des enfants par des suppléments de vitamines A est large mais celle des mères est encore très

restreinte. L'anémie touche la population, mais particulièrement les groupes vulnérables, enfants préscolaires, et femmes en âge de procréer envers lesquels une supplémentation en fer a récemment été mise en place. Les causes parasitaires de l'anémie demandèrent donc à être étudiées.

Dans toutes les PED et particulièrement à Madagascar, les politiques de l'emploi et le financement paralysent toutes les politiques d'éradication de la pauvreté. Un vaste secteur informel domine au sein de l'économie vu son caractère de pouvoir fournir un auto-emploi pour assurer la subsistance et qui contribue beaucoup dans la vie économique de chaque population. On peut dire que la mise en place d'un plan d'ajustement en est une des causes amplificateurs de l'emploi informel dans les PED et spécialement à Madagascar, il est caractérisé par sa forte adaptabilité à la demande et aussi marqué par une faiblesse dans les investissements aussi bien qu'en terme de capital technique que financier.

Concernant la sphère de la micro finance, elle apparaît comme une conséquence nécessaire d'un système bancaire moderne extrêmement frileux face à des agents faiblement solvables. Du point de vue financier, elle illustre l'incapacité du secteur bancaire institutionnel à mobiliser la part de revenu non consommé et la manque de fonds à emprunter d'où elle marque un trait caractéristique du monde pauvre car le non développement de la micro finance indique la pauvreté existante au sein d'une nation. A Madagascar, le champ de la micro finance est toujours restreint c'est-à-dire limité dans son étendue et souvent ne cible qu'une partie infime de la population bien déterminée. Au moins, la micro finance présente un caractère positif car elle vise à mobiliser l'épargne informelle et peut infléchir des situations génératrices de sous développement en intervenant de façon positivement différenciée sur des agents spécifiques.

L'objectif de la micro finance repose alors sur cinq objectifs

- de promouvoir l'auto emploi des milieux pauvres
- Supprimer des intermédiaires
- De faire entrer sur le marché de travail productif une population à la recherche d'un emploi
- De proposer aux groupes à faible revenu une organisation visant à articuler objectifs économiques et insertions sociales.

- D'établir un pont entre revenu de subsistance. La raison de l'instauration de cette institution est aussi d'appuyer l'intégration des femmes dans différents projets afin de les mieux insérer dans l'activité économique du pays.

A propos de la redistribution, on peut dire que la problématique de la pauvreté reste marqué par une approche qui agrège des situations individuelles d'où les pauvres ont le moindre chance d'accéder aux biens publics. De ce fait, elle incorpore la question de la classe des pauvres et invoque un instrument de réduction ou de prévention des processus générateurs ou amplificateurs de la pauvreté et que la finance décentralisée agisse sur le versant économique à l'égard des plus pauvres de façon inductive. La décentralisation par la mobilisation des ressources locales et des acteurs locaux, pourra aussi constituer un facteur de renforcements de la légitimité économique et politique du secteur informel. On voit donc apparaître de nouvelles conceptions qui découlent de la notion de développement local et de celle de gouvernance.

Concernant les dettes, toute tentative d'instaurer des modalités de remboursement ne peut que compliquer inutilement les choses et entraîne périodiquement des reports et annulations des dettes dont on voit bien aujourd'hui les effets pervers³³. Les vulnérabilités aux chocs qui constituent une dimension essentielle de la chute dans la pauvreté altèrent les conditions de vie des ménages et contribuent à un maintien des groupes démunis dans des situations de pauvreté. L'optique de filet de sécurité doit être basée sur une panoplie d'instruments et cela pour assurer la réussite dans la lutte contre la pauvreté.

L'échec des efforts d'ajustement dans les pays pauvres se trouve cependant dans la faible capacité de l'Etat à arbitrer en faveur des groupes défavorisés. De ce fait, le problème de l'insuffisance en capacité de l'Etat à définir et mettre en œuvre des politiques économiques adaptées se posera de manière encore plus aigu dans le cas des politiques orientées vers la lutte contre la pauvreté. Trois pauvres sur quatre vivent en Afrique et ceci nous ordonne à dire vu que la pauvreté est omniprésente dans la société mondiale, que l'inégalité géographique aussi limite bel et bien le champ de la pauvreté. L'instabilité politique engendre une réexamination des contrats des entreprises étrangères et donc exerce un effet sur l'investissement. Cet effet provoque donc une

³³ Stiglitz, Joseph. (2002)

stagnation de niveau de vie de la nation. Elle provoque aussi plusieurs dégâts tant au régime politique qu’au politique du régime en place, exerce des effets sur le tourisme et surtout dans la politique de gouvernement en matière d’investissement et le risque d’ingérence dans les investissements étrangers. De ce fait, le faible niveau de revenu à Madagascar est issu d’un long processus caractérisé entre autres par une faiblesse de croissance économique qui résulte d’un niveau relativement bas de l’investissement et un taux démographique élevé.

Toute action de développement et de la réduction de la pauvreté doit centrée sur l’être humain et ceci vise une amélioration d’hygiène, de la malnutrition, l’environnement scolaire et à l’accès de l’eau potable. Pour ce faire, il faudra d’abord désenclavé les zones productrices par l’implantation ou par la réhabilitation des infrastructures routières car un développement durable et soutenu nécessite une bonne communication interne. Puis il faut développer la production agricole en assurant une sécurité foncière c’est-à-dire informatisation des services des domaines et aussi à partir de la valorisation du secteur artisanale par une amélioration de l’approche filière. En fin, il faut promouvoir une ouverture du marché et redynamiser la politique de l’élevage. Une population saine et alphabétisée pourra être un facteur majeur pour sortir de la pauvreté. Il faut intégrer et faire participer les femmes dans tous les divers projets de développement d’où l’instauration d’une approche genre et inciter l’émergence des acteurs économiques du développement rural. Vu le fort pourcentage agricole de la population malgache, ce secteur reste stagnant car les rendements en provenance de la culture du riz et des infrastructures routières sont faibles³⁴ et que les politiques de libéralisation n’ont pas réussi à renverser une tendance à la baisse de la productivité agricole et du revenu par tête des paysans.

³⁴ IFPR/FOFIFA 1998. « Analysis of policy options for Income growth and poverty alleviation, in Structure and conduct of major Agricultural Input and Output Markets and response to reforms by house holds in Madagascar, Final Report, partS, 92pages ».

CONCLUSION

Les développements du secteur informel dû à la dégradation perpétuelle de la situation économique du pays du tiers monde présentent un caractère structurel permanent et même extensif au sein de notre pays. Ce développement est souvent la conséquence de la conjoncture ou aussi le fruit de l'accroissement non proportionnel du taux d'accroissement de la population, notamment urbaine et dûe à l'exode rurale, avec celle de la croissance de l'emploi. L'attribution du déficit structurel de création de salaire à la conjugaison imparfaite et durable de l'offre de travail avec celle de la demande de travail s'avère difficile d'où l'impossibilité à couvrir les coûts de reproduction de la force de travail joue aussi en faveur du développement de ce secteur, ce qui nous mène à remettre en question la capacité et le pouvoir de l'Etat. Au cours des années90, l'emploi informel est devenu majoritaire dans les PVD et ce phénomène se manifeste aussi à Madagascar, il représente presque ¼ de l'emploi urbain. Après la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurels au tournant des années 80, la déstabilisation des économies Africaines a renforcé leur niveau d'informatisation en particulier sur le marché de travail et encore plus nettement dans la zone urbaine. Dès lors, plusieurs pays en développement y compris Madagascar, se sont engagés sous l'impulsion des institutions de Bretton Woods dans le redressement économique à travers une élaboration d'un document cadre qui est la DSRP ou le document stratégique pour la lutte contre la pauvreté.

La dégradation de long terme des conditions de vie de la population malgache qui se matérialise par la baisse du revenu du fait que la diminution de la production notamment en milieu rural, de la perte de pouvoir d'achat. L'inefficacité des services sociaux tels que l'éducation par exemple le taux d'analphabétisme qui touche 46% des individus âgés de plus de 10 ans³⁵, le chômage et surtout le sous emploi, vu le nombre d'actifs qui faute de ne pas trouver de l'emploi convenable et surtout tourné vers l'auto emploi et les activités informelles, la dégradation de l'environnement (déforestation, la pollution,...) pour la satisfaction des besoins quotidiens de la population mettent l'économie malgache sous l'emprise de la pauvreté.

On peut avancer alors de dire que l'inadéquation entre la croissance économique et l'accroissement de la population aggravée par une faible capacité de gestion de l'Etat

³⁵ M. Kouidhi, C. Rakotondrafara; J-G. Randrianarison.1996. « Profil et ampleur de la pauvreté à Madagascar ».

assorti de la faible participation de la population à la vie nationale trop faible tiennent une première place explicative de la pauvreté. Et enfin, les coutumes liées à la tradition et à la culture et le statut social imposé aux femmes constituent aussi frein au développement.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I: Recettes fiscales durant les cinq derniers mois des années 2001 et 2003(en millions de francs)

Tableau Recettes des douanes des 4 premiers mois des années 2003 et 2004(en milliards deFmg)

Tableau II : Opérations Globales du trésor

Tableau III : Evolution de l'importation par groupe d'utilisation entre le 4è trimestre 2001 et 2003

Tableau IV: Variation en valeur de l'importation des biens détaxés selon la classification par nature des biens

Tableau V: Machines et appareils détaxés servant à la transformation ou contribuant à la hausse de la productivité©

Tableau VI: Evolution en volume de l'importation des biens détaxés D

Tableau VII: Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %)Li

Tableau VIII: Indicateur de la pauvreté Evolution des indicateurs de pauvreté1 Unité : %

Tableau IX : Indicateur selon les groupes socioéconomiques □ Unité

Tableau X: Simulation de la pauvreté selon différents scénarios □

ANNEXES

Opérations Globales du trésor

	2005	2006	2007	Total
Recettes totales et dons	1774.8	2078.3	2362.3	62 15.4
Recettes totales	1221.0	1455.0	1698.1	4374.2
Dont: Recettes fiscales	1151.5	1390.2	1632.7	4174.4
Dons	553.8	623.3	664.2	1841.2
Dépenses totales	2 169.7	2539.9	2860.5	7570.1
Dépenses de fonctionnement	1125.8	1125.8	1125.8	3685.2
Dépenses en capital	1043 .9	1345.6	1495.4	3 884.9
Ressources intérieures	274.4	437.1	485.8	1197.3
Ressources extérieures	769.5	908.5	1009.6	2687.6
PIB (en milliards d'ariary)	10114.0	11489.0	12958.0	

(en pourcentage du PIB)

	2005	2006	2007
Recettes totales et dons	17.5	18.1	18.2
Recettes totales	12.1	12.7	13.1
Dont: Recettes fiscales	11.4	12.1	12.6
Dons	5.5	5.4	5.1
Dépenses totales	21.5	22.1	22.1
Dépenses de fonctionnement	11.1	10.4	10.5
Dépenses en capital	10.3	11.7	11.5
Ressources intérieures	2.7	3.8	3.7
Ressources extérieures	7.6	7.9	7.8

Evolution de l'importation par groupe d'utilisation entre le 4è trimestre 2001 et 2003¶

¶ Sources : INSTAT

Groupe	Valeur de durant le 4è 2001	l'importation trimestre	Evolution le 4è trimestre 2001	Entre		
				pourcentage	en	en pourcentage
d'utilisation		2001	2003			
Alimentation --- -----	8186.1----	17135.7	3.2	109.3	52.1	
----- -----	--- 0.0 ---	49811.2		81.4	83.2	102.7
Brai, goudron -----	-----	35007.9				123.2
de houille ---- Dont détaxés ---	32745.0--	4267 1.0				376.4
Equipements -- Dont détaxés--	---	5 168.9				
----- Dont détaxés--	17269.0	45896.5				
Matières	23521.3	12095.5				
premières---	2316.0					
Autres biens ---	25052.9					
---	2538 .9					
Total-----	89505.2	155517.6	73.8			136.3
Dont détaxés--	22123.9	52275.5				

Sources : INSTAT

Variation en valeur (le l'importation des biens détaxés selon la classification par nature des biens

Classification des biens détaxés selon l'utilisation ou nature	Valeur de l'importation détaxation (1000 dollars)	Manque à gagner sur les recettes fiscales (1000 dollars)		
		Avant détaxation	Variation après détaxation	En nominale (1000 dollars)
BIP	11734,8	3448,3	29,4	2892,1
Agriculture/élevage	2820,7	566,7	20,1	647,8
Transport	37054,2	14090,7	38,0	11012,8
Industrie	12195,3	3435,4	28,2	3620,9
Matériels informatiques	8401,7	6300,6	75,0	2184,4
Machines et appareils à usage domestique	7509,3	2487,9	33,1	1764,3
Tissus	1079,0	856,8	79,4	382,3
Fils, accessoires et autres	8998,8	3362,2	38,0	1590,8
Total	89793,7	34548,6	38,5	24095,6

Sources: TRAINS/GNUCED, donnés de 1 'année 2001, calcul effectué sur WTTS

Machines et appareils détaxés servant à la transformation ou contribuant à la hausse de la productivité©

© Sources : *Banque Mondiale*

Branche d'utilisation, ou nature	Valeur de l'importation Avant la détaxation (1000 dollars)	Manque à gagner sur les recettes (1000 dollars)		En nominal (1000dollars)
		Variation après la détaxation	En %	
		En nominal (1000dollars)	En %	
Agriculture et élevage	2687,6	567,9	21,1	647,8
BTP	4758,6	1321,5	29,9	1237,3
Matériels informatiques, bureaucratiques	8401,7	6300,6	75,0	2184,4
Manufacture	11579,0	3301,3	28,5	3476,6
Véhicule de transport	37940,8	13189,9	36,7	10723,3
Total	63367,7	24781,2	39,1	18269,4

Sources: *TRAINS/CNUCED*, donnés de / 'année 200], calcul effectué sur WITS

Evolution en volume de l'importation des biens détaxés □

□ Sources TRAINS/CNUCED, donnés de l'année 2001, calcul effectué sur WITS.

Classification des biens détaxés selon 1 'utilisateur ou Hausse relative du volume (en

nature pourcentage)

BTF	31.9
Agriculture/Elevage	19.1
Transport	64.6
Industrie	34.4
Matériels informatiques, bureautiques	68.2
Machines et appareils à usage domestiques	36.2
Tissus	48.1
Fils, accessoires et autres	39.0
Total	37.9

Groupe d'utilisation Hausse relative du volume (en pourcentage)

Equipements	375
Matières premières (brai, goudron)	33.3
Autres biens	47.9
Total	37.9

Sources: TRAINS/CNUCED, donnés de l'année 2001, calcul effectué sur WITS.

Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %) □

□ INSTAT/DSM/EPM 2005

	Pauvreté			Intensité			Sévérité		
	Urba in in	Rur al	Ensem hie	Urba in	Rur al	Ensem hie	Urbai n	Rur al	Ensem hie
MADAGASCAR	52,0	73,5	68,7	19,3	28,9	26,8	9,4	14,5	13,4
Antananarivo	41,6	64,7	57,7	13,6	21,9	19,4	5,8	9,8	8,6
Analamanga	36,7	47,9	42,9	12,7	15,1	14,0	5,6	6,3	6,0
Vakinankaratra	54,9	78,6	74,3	15,6	27,0	24,9	6,3	12,7	11,6
Itasy	49,5	71,4	68,7	15,7	26,4	25,1	6,5	11,6	11,0
Bongolava	53,0	66,8	64,1	16,8	21,4	20,5	7,1	9,1	8,7
Fianarantsoa	71,6	78,7	77,6	28,8	30,9	30,6	14,5	15,1	15,0
Mahatsiatra	67,8	72,9	72,1	24,9	25,8	25,6	11,4	11,5	11,5
Ambony									
Amoron'i Mania	74,9	78,4	78,0	28,0	29,0	28,9	13,0	13,2	13,2
Vatovavy Fitovinany	72,0	82,4	80,8	31,8	36,2	35,5	17,4	19,3	19,0
Iborombe	74,9	79,9	78,0	30,4	31,7	31,2	15,1	15,4	15,3
Atsimo	72,9	85,7	83,9	32,2	35,8	35,3	18,1	18,3	18,3
Atsinanana									
Toamasina	55,8	75,6	71,9	21,4	33,1	30,9	11,2	18,0	16,7
Atsinanana	48,7	87,9	79,0	19,9	43,1	37,8	11,5	25,4	22,2
Analanjirofo	71,8	80,3	79,1	31,4	36,4	35,7	16,8	19,7	19,3
Alaotra	59,6	57,4	57,7	18,0	18,7	18,6	7,1	8,0	7,8
Mangoro									
Mahajanga	47,0	76,6	70,2	16,1	28,9	26,2	7,2	13,9	12,4
Boeny	24,5	62,9	48,8	7,4	19,5	15,1	3,2	8,4	6,5
Sofia	65,2	82,2	80,7	25,5	33,5	32,8	12,4	16,8	16,4
Betsiboka	56,3	75,5	70,0	18,3	25,4	23,3	7,7	10,9	10,0
Meiaky	59,4	65,4	62,7	20,3	20,7	20,5	8,8	8,9	8,8
Toliara	64,3	77,4	74,8	28,3	34,0	32,9	15,9	19,1	18,4
Atsimo	61,4	78,4	75,2	28,8	37,1	35,5	16,7	22,1	21,1
Andrefana									
Androy	82,9	83,4	83,3	39,4	37,8	38,2	23,0	21,6	21,9
Anosy	58,8	77,3	73,8	24,9	31,7	30,5	13,6	16,2	15,7
Menabe	43,1	66,3	61,7	10,6	24,6	21,9	3,8	12,8	11,0
Antsiranana	33,8	69,8	64,2	9,4	28,1	25,2	3,5	14,2	12,5
Diana	21,4	59,2	49,2	5,2	19,9	16,0	1,7	9,3	7,3
Sava	53,3	74,5	72,5	16,0	31,8	30,3	6,3	16,4	15,4

Source : INSTAT/DSM/EPM 2005

Evolution des indicateurs de pauvreté1 Unité : %

1 Sources : INSTAT/DSM/EPM2005

	Année	P0				P0			
		2001	2002	2004	2005	2001	2002	2004	2005
Antananarivo	Ensemble	48,3	66,0	59,8	57,7				19,4
	Urbain	28,3	51,2	39,2	41,6	21,1	23,1	16,0	13,6
	Rural	57,1	72,3	68,2	64,7	25,6	38,1	26,6	21,9
Fianarantsoa	Ensemble	83,2	91,0	86,0	77,6				30,6
	Urbain	59,8	78,5	78,4	71,6	25,5	42,4	34,4	28,8
	Rural	87,9	93,5	87,5	78,7	49,5	60,7	41,5	30,9
Toamasina	Ensemble	82,3	86,3	77,1	71,9				30,9
	Urbain	60,8	66,9	63,7	55,8	28,5	33,2	25,3	21,4
	Rural	87,9	91,9	80,8	75,6	48,3	57,1	43,2	33,1
Mahajanga	Ensemble	72,4	89,1	74,1	70,2				26,2
	Urbain	50,7	71,0	54,2	47,0	17,4	33,6	21,3	16,1
	Rural	78,4	93,8	79,0	76,6	40,0	63,8	36,6	28,9
Toliara	Ensemble	76,1	81,2	72,3	74,8				25,2
	Urbain	30,1	62,5	36,7	33,8	8,7	28,1	12,6	9,4
	Rural	83,3	87,5	75,5	77,4	43,6	53,5	31,2	34,0
Antsiranana	Ensemble	69,2	83,7	65,4	64,2				25,2
	Urbain	30,1	62,5	36,7	33,8	8,7	28,1	12,6	9,4
	Rural	79,0	88,6	71,7	69,8	34,1	56,7	30,5	28,1
Madagascar	Ensemble	69,6	80,7	72,1	68,7				26,8
	Urbain	43,9	61,6	53,7	52,0	18,1	29,3	20,2	28,9
	Rural	77,2	86,4	77,3	73,5	39,8	53,0	34,8	19,3

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Indicateur de la pauvreté selon le groupes socioéconomiques □ Unité : %

□ Source : INSTAT/DSM/EPM2005

	P0			P1			P2		
	Urbai	Rura	Ensembl	Urbain	Rura	Ensembl	Urbain	Rura	Ensembl
	n	l	e	e	l	e	e	l	e
Cadre supérieur	7,3	65,2	24,1	2,0	11,5	4,8	0,8	2,6	1,3
Cadre moyen ou agent de maîtrise	20,8	47,0	32,7	6,5	13,3	9,5	2,6	5,4	3,9
Ouvrier ou salarié qualifié	30,8	48,0	38,5	10,0	15,9	12,6	4,3	6,7	5,4
Ouvrier non qualifié	52,6	72,5	63,2	17,3	28,6	23,3	7,7	14,1	11,1
Manœuvre	75,0	75,9	75,6	31,5	29,1	29,9	15,7	14,5	14,9
Stagiaire rémunéré	32,9	82,1	51,8	5,6	35,2	17,0	1,1	17,0	7,2
Indépendant	46,6	64,7	56,0	15,6	24,8	20,4	7,3	12,6	10,1
Chômeur	32,7	78,4	52,1	10,7	32,1	19,8	4,7	16,5	9,7
Inactif	45,2	70,1	56,4	17,0	33,8	24,5	8,2	19,7	13,4
Petit exploitant agricole	73,0	78,8	78,3	30,2	31,6	31,4	15,7	16,0	16,0
Moyen exploitant agricole	70,7	72,4	72,2	28,0	28,5	28,4	14,5	14,2	14,3
Grand exploitant agricole	61,3	59,8	60,0	20,2	19,5	19,6	8,5	8,4	8,4
Pêcheur	18,1	12,0	13,5	6,1	2,6	3,4	2,8	1,0	1,4
Autre	71,2	85,9	78,0	25,9	19,8	23,1	12,5	8,1	10,5
Total	52,0	73,5	68,8	19,3	28,9	26,8	9,4	14,5	13,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Simulation de la pauvreté selon différents scénarios □

□ Source : INSTAT/DSM/EPM2005 et simulations à partir de 2006

Scénario 1 Croissance annuelle des consommations de 5%

chez les ménages pauvres

Croissance démographique annuelle de 3% chez les ménages pauvres contre 2% pour les non pauvres

Milieu	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Urbain	52,0	51,7	51,0	50,5	49,9	49,3	48,9	48,4	48,0	47,7	46,6
Rural	73,5	73,3	72,5	72,0	71,5	70,8	70,2	69,7	69,0	68,0	67,4
Ensemb le	68,7	68,6	67,8	67,3	66,8	66,0	65,5	65,0	64,4	63,5	62,9

Scénario 2 Croissance annuelle des consommations de 7%

chez les ménages pauvres

Croissance démographique annuelle de 2,8% pour tous les ménages

Milieu	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Urbain	52,0	49,9	48,4	46,5	45,1	43,6	41,8	39,9	38,5	36,8	35,0
Rural	73,5	71,7	69,7	67,3	65,2	63,0	60,9	59,0	56,7	54,5	52,3
Ensemb le	68,7	66,9	65,0	62,7	60,8	58,8	56,7	54,8	52,7	50,6	48,5

Scénario 3 Croissance annuelle des consommations de 8% chez les ménages pauvres

Croissance

démographique

annuelle de 2% pour

tous les ménages

Milieu	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Urbain	52,0	49,0	46,2	44,2	41,4	38,7	36,0	33,6	30,1	28,2	25,6
Rural	73,5	70,5	67,1	63,7	60,2	57,2	53,7	49,9	45,9	42,5	38,7
Ensemb le	68,7	65,8	62,5	59,4	65,1	53,1	49,8	46,3	42,4	39,4	35,9

Sources : INSTAT/DSM/EPM2005 et simulations à partir de 2006

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
AVANT PROPOS	ii
INTRODUCTION	1
PARTIE I°	3
1-1 Définitions et les indicateurs de la pauvreté	3
1-2 Les indicateurs de la pauvreté	4
1°2 Indicateurs de la pauvreté humaine	4
1-2-1 Calcul des IPH	5
1-21-1 IPH-1	5
1-21-2 IPH2	7
I-3 Méthodes d'évaluations de la pauvreté	7
1-3-1 La méthode du seuil de la pauvreté	7
1-3-2 Méthode d'évaluation des biens	8
I-3-3 Les techniques non fondées sur l'évaluation	9
Méthodes d'évaluation rapide	9
1-3-4 Les méthodes utilisant des variables économiques	9
I-3-5 Les instruments de mesure intégrés	9
I-4- L'espérance de vie	10
I-5 La consommation d'énergie	10
Chapitre II° - les causes qui expliquent la pauvreté à Madagascar	11
II-1 Le développement du secteur informel	11
II-2 Définition du terme « secteur informel»	12
II-3 Les caractéristiques du secteur informel	12
II-4 Relation entre le secteur informel et l'Etat	13
II-5 Echec des politiques économiques déjà entreprises	13
II-6 La nationalisation	14
II-7 Le programme d'ajustement structurel (PAS)	14
II-8 La privatisation	15
II-9 La mondialisation	16
II-10 L'adhésion sur les marchés communs	16
II-11 L'APE ou accord de partenariat économique	17
II-12 La détaxation	18
II-13 La défaillance du système fiscale et l'inexistence du régime fiscal stable	20
II-14 Les dettes	20
II-15 Les dons	21
II-16 Les prêts	22
II-17 Les emprunts	22
II-18 L'essor démographique	22
II-19 Problème lié au développement rural	22
II-20 Contraintes d'ordres socioculturels	23
II-21 Contraintes d'ordre socioéconomiques et psychologique	24
II-22 Contraintes d'ordres financiers	24
II-23 Contraintes d'ordres institutionnels	24
II-24 Contraintes d'ordre technique	25
II-25 Contraintes d'ordre physique	25
II-26 L'évasion et fraude fiscale	25

PARTIE II°	27
II°1 Les conséquences de ces échecs sur l'économie malgache	27
11°-2 Les conséquences du développement du secteur informel	27
11°-3 Les conséquences de la Mondialisation	28
11°-4 Les conséquences de l'endettement	30
11°-5 Les conséquences de la privatisation	31
11°-6 Impact de l'intégration dans le marché commun	33
PARTIE III- LES SOLUTIONS PROPOSÉES POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ	34
III° 1 Réformes agraires	34
III°2 Faciliter l'acquisition domaniale	35
III°3 Adopter un projet de société réaliste et basé sur le fondement des problèmes existants	35
III°4 Exploitation et auto transformation des ressources naturel les	36
III°4 Mettre en priorité le développement du monde rural	36
III° 5 Mettre en place un filet de sécurité	37
III°6 Faciliter l'accès au crédit et Réformer le système fiscale	37
III°7 Réforme de l'éducation	38
III°8 Amélioration et facilitation de l'acquisition domaniale	39
III°9 Politique agricole	39
Résumé	42
CONCLUSION	46
ANNEXES	
LISTE DES ABREVIATIONS	
LISTE DES TABLEAUX	
LISTE DES SIGLES	

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAUD, M. [1998], «*Dynamique de l'urbanisation de l'Afrique au sud du Sahara* », MAE et ISTD, Paris.
- ARNAUD, M., Yatta, F.P. [2001], «*Gérer l'économie localement en Afrique* », Manuel Ecoloc, OCDE et Paris.
- COUR, J.M., Snrech, S. [1998], «*Four préparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest: une vision à l'horizon 2020* », OCDE, Paris.
- COUR, J.M. [2000], *population dynamics, urban-rural linkages and locales and local development in West Africa: a demo-economic conceptualframe word*. Word Bank, Washington D.C., March 2000.
- COUR, J.M. [2001], «*Migrations, urbanisation et transformation du monde rural au Vietnam* », MAE ET ISTD, Paris.
- DAHOU, K. [2004], «*Coopération transfrontalière: vers un dialogue euro-Africain* », ENDA/DIAPOL et OCDE, Paris.
- GIRAUD, P.N. [1996], «*L'inégalité du monde* », Gallimard, Paris.
- LACOUR, V. [2003], «*cahiers du conseil général des ponts et chaussées peuplement et sortie de crise* », Numéro8, Septembre 2003.
- MADDISON, Angus [2001], *the world economy: a millennial perspective*, OECD, Paris.
- STIGLITZ, J. [2002], «*La grande désillusion* », Fayard, Paris
- Séminaire international 5-6-7 février 2001 Hôtel Panorama Antananarivo.
- Séminaire international «*La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, réflexions sur les politiques de réduction et leur mise en œuvre*»
- RAMILISON Eric Norbert, «*La détaxation, bilan et critiques* », Cahier de recherches en analyse Economique N°03/2004.
- CNFPB, «*Economie internationale*» 13, rue Ratsimilaho Antananarenina Antananarivo.
- Philippe Nord, «*Problème du développement économique* », Edition du seuil 1997.
- RAMILISON Eric Norbert, «*Impact de l' 'APE sur l'économie malgache* ».
- JEAN François Leven, CLAUDE krief, «*Afrique : La tragédie* » 23 Août 1962.

- LISA Voigt, Dominique Rakotomalala, «Intégration régionale », Friedrieh-Ebert-Stiftung, Antananarivo 2008.
- RAZAFINDRABE Tovoriomy, «*Economie de l'information* ».
- RAZAFIMAMINIRINA Aimée, «*La privatisation et son incidence sur la situation des finances publiques* »
- JEAN Marie Chevalier, «*La pauvreté aux Etat unis* », Edition PUF 1971.

LISTE DES SIGLES

B.U.T: Bibliothèque Universitaire d'Antananarivo

DGI: Directions Générales des Impôts

PASAGE : Programme d'Appui Sectoriel à la Gestion Economique

AGETIPA: Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public à Antananarivo

PAM: Programme Alimentaire Mondial

ONU: Organisation des Nations Unis

IPH : Indicateur de la Pauvreté Humaine

P1B : Production intérieur Brute

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

SADC: South Africa and Development Community

COMESA: Common Market East and South Africa

APE : Accord de Partenariat Economique

PED : Pays En Développement

PNB : Production Intérieur Brute

UNESCO : United Nations Educational Scientific and Cultural Organisation

CRESED : Crédit de Renforcement du Secteur Education

INSTAT: Institut National de la Statistique

IFI : Institution financière internationale

Nom: RANDRIANANDRASANA

Prénom: Jean Jacques Michel Antonio

Titre: « La Pauvreté: cas de Madagascar »

Nombre de page : 47

Nombre de tableau: 10

Graphique : 10

Résumé

Madagascar est naturellement riche, et pourtant la pauvreté continue à dévorer la majeure partie de la couche sociale et que le pouvoir d'achat diminue de jour en jour. Plusieurs politiques d'éradication et la lutte contre ce fléau ont été lancés jusqu'à ce jour sans donner résultat. Plusieurs facteurs expliquent alors la persistance de ce fléau, l'archaïsme de la mentalité en est l'une de ces facteurs et die est souvent assortie des coutumes et les rites conservateurs.

L'inexistence d'une politique éducative bien définie et la langue d'enseignement présente une grande défaillance car elle engendre un décalage tant intellectuel que technologique puisqu'elle est loin d'être maîtrisé. En ce qui concerne notre relation avec l'extérieur, les dettes malgaches ne cessent de s'alourdir et cela nous pousse de plus en plus vers la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et par conséquent nous tient sous l'emprise de la pauvreté. Concernant l'emploi, le faible taux de chômage ne peut expliquer réellement la situation critique existante puisque la majeure partie de la population puise ses revenus dans le secteur informel; ce qui nous pousse à poser la question suivante: Madagascar parviendra-t-il un jour de sortir de cette situation ? L'objet de ce mémoire est d'essayer d'apporter une explication sur sa persistance et aussi de fournir quelques solutions pour sortir de la pauvreté.

Mots clés : Pauvreté, secteur informel, chômage

Encadreur : RAZAFITSALAMA Jouï Louis

Adresse de l'auteur: Lot IIIx 132 bis c 0uest Anosibe I